

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT QUARANTE-HUITIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 20 août 1981, à 10 h 30

Président : M. Ch.A. Sani (Indonésie)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. SALAH-BEY
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. F. RUTH M. N. KLINGLER M. W. ROHR
<u>Argentine</u> :	M. J.C. CARASALES M. J.F. GOMENSORO Mme N. NASCIMBENE
<u>Australie</u> :	M. R.A. WALKER H. R. STEELE
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINK M. J-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U SAW HLAING U HGW/D WIN U THAN HTUN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. I. SOTIROV
<u>Canada</u> :	M. C.R. SKINNER
<u>Chine</u> :	M. YU PEIWEN M. YU MENGJIA M. LI CHANGHE N. YANG MINGLIANG M. SA BINWANG Mme WANG ZHIYUN M. PAN JUSHENG
<u>Cuba</u> :	M. L. SOLA VILA M. P. NUÑEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. I.A. HASSAN M. N. FAHMY Mlle W. BASSIM
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. C. FLOWERREE M. F. DeSIMONE Mlle K. CRITTENBERGER M. R.F. SCOTT M. W. HECKROTTE
<u>Ethiopie</u> :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. I. KÖMIVES M. F. GAJDA
<u>Inde</u> :	M. VIJAYAKRISHNAN M. S. SARAN
<u>Indonésie</u> :	M. A. SANI M. HARYOMATARAM M. F. QASIM M. ACHDIAT M. SOLPRAPTO
<u>Iran</u> :	M. A. JALALI
<u>Italie</u> :	M. A. CIARRAPICO M. B. CABRAS M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. K. SHINADA
<u>Kenya</u> :	
<u>Maroc</u> :	M. M. ARRASSEN M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG
<u>Nigéria</u> :	M. BRIMAH M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. T. ALTAF
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. BENAVIDES
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS Mme H. HOPPE
<u>Roumanie</u> :	M. O. IONESCU M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D. SUMMERHAYES M. N.H. MARSHALL Mme J. LINK
<u>Sri Lanka</u> :	M. T. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. C.M. HYLTIENIUS N. L. NORBERG
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. P. LUKES M. J. FRANEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. B.P. PROKOFIEV M. L.A. NAOUMOV M. V.F. PRYAKHINE
<u>Venezuela</u> :	M. R. RODRIGUEZ NAVARRO M. O. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	
<u>Zaïre</u> :	M. L.B. NDAGA
<u>Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. F. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	M. V. BERASATEGUI

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Conformément au programme de travail de cette semaine, le Comité poursuit l'examen du point relatif aux rapports des organes subsidiaires et au rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Avant d'entendre les orateurs inscrits, j'aimerais inviter le Président du Groupe de travail spécial sur un programme global du désarmement et le Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques à présenter les rapports de leurs groupes respectifs. Le rapport du Groupe de travail spécial sur un programme global du désarmement est publié sous la cote CD/217 et celui du Groupe de travail spécial des armes chimiques sous la cote CD/220.

M. GARCIA ROBLES (Président du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement) (traduit de l'espagnol) : En ma qualité de Président du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement, j'ai l'honneur de présenter au Comité le rapport du Groupe sur le déroulement de ses travaux au cours de la session de 1981.

Je serai très bref, aussi bien parce que je suis conscient de la nécessité de profiter au maximum du peu de temps dont dispose encore le Comité que parce qu'à mon avis le rapport - pour reprendre l'expression rituelle, mais ici tout à fait pertinente - se passe de commentaires, étant donné, en particulier, qu'il est complété par une annexe importante, détaillée et bien documentée, où sont consignés les résultats de l'examen des mesures qui pourraient être incluses dans la phase I du Programme.

A mon avis, les conclusions qui figurent au paragraphe 17 du rapport sont équilibrées et correspondent à la réalité car, bien que durant les vingt-quatre réunions qu'il a tenues cette année le Groupe de travail ait pu progresser considérablement vers l'élaboration du Programme global de désarmement, il reste encore beaucoup à faire pour résoudre certaines questions qui ont été qualifiées d'"importantes et complexes". Parmi ces questions figurent bien entendu celles relatives aux étapes de l'exécution du Programme et à sa nature, questions auxquelles se référait déjà le rapport de l'année dernière et qui, comme l'indique le paragraphe 16 du rapport de 1981, ont fait l'objet d'un examen approfondi au cours des deux premières réunions en 1981.

Lors de la reprise des travaux du Comité en 1982 - qui, selon la recommandation du Groupe de travail, devrait avoir lieu le 11 janvier - il sera nécessaire d'approfondir l'examen de ces questions, puisqu'il faudra étudier les documents de travail CD/CPD/WP.36, Add. 2 et 3, et CD/CPD/WP.52, qui n'ont pas pu l'être faute de temps pendant la session sur laquelle porte le rapport.

Je voudrais indiquer qu'à la réunion de clôture des travaux du Groupe de travail spécial, qui s'est tenue le 17 août, je me suis permis d'exposer mon opinion aux membres du Groupe, à savoir que lors de l'ouverture des travaux de l'année prochaine il conviendrait de fixer d'un commun accord une date limite pour la présentation de nouvelles propositions. Naturellement, ce mot "propositions" doit être entendu comme concernant exclusivement les propositions relatives à l'ensemble du programme global ou de l'un ou l'autre de ses chapitres de fond. Il ne concerne donc pas les propositions d'amendement - additions, modifications ou suppressions - que les délégations ne manqueront pas de soumettre fréquemment au cours de l'examen des paragraphes des chapitres en question, et pour lesquels aucun délai ne serait fixé.

(M. Garcia Robles)

Pour conclure cette brève intervention, je tiens à dire à quel point j'ai apprécié l'esprit de collaboration dans lequel tous les représentants ont participé aux travaux du Comité, et à exprimer toute ma reconnaissance à Mlle Aïda Luisa Levin, du Centre des Nations Unies pour le désarmement, pour la façon irréprochable dont elle s'est acquittée de son travail de Secrétaire du Groupe de travail spécial, travail qui a abouti à la préparation du rapport CD/217 et de son annexe, fort complexe. Je tiens également à remercier tous les autres membres du secrétariat, visibles ou invisibles, qui ont apporté leur coopération au Groupe, et tout particulièrement aux interprètes, qui ont si souvent manifesté leur bonne volonté en prolongeant leur travail au-delà des heures officiellement prévues.

M. LIDGARD (Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques) (traduit de l'anglais): J'ai l'honneur de présenter le rapport du Groupe de travail spécial des armes chimiques (document CD/220).

Pour s'acquitter de sa tâche, le Groupe s'est référé au même mandat qu'en 1980, ce que de nombreuses délégations ont regretté, car elles auraient préféré un mandat révisé qui aurait permis au Groupe d'entreprendre des négociations sur le texte d'une convention. Cependant il a été en général reconnu que le Groupe a fait des progrès notables au cours de sa session de 1981. Pendant cette session, le Groupe a procédé à un nouvel examen au fond, encore plus détaillé, des problèmes à étudier dans le cadre des négociations relatives à une convention sur les armes chimiques. Il s'est acquitté de cette tâche pendant la première partie de la session sur la base du schéma suggéré par le Président et dont j'ai déjà rendu compte de façon plus détaillée sous la forme d'un rapport intérimaire contenu dans le document CD/179, du 23 avril 1981. A mon avis, on peut dire que ce travail a eu pour avantage principal de permettre à toutes les délégations de se familiariser de façon approfondie avec les divers problèmes et de procéder à un vaste échange de vues à leur sujet.

Cet été, le Groupe de travail a examiné des projets d'éléments qui ont été présentés en premier lieu par le Président. La partie centrale du rapport contient ces éléments, tels qu'ils ont été révisés sur la base des déclarations et autres observations faites par les membres du Groupe. Mon intention a été d'abord d'élaborer le cadre initial d'une future convention sur les armes chimiques, de façon à faciliter des travaux ultérieurs. Mais les éléments révisés ne reflètent pas toutes les vues exprimées sur certains problèmes et englobent certains éléments sur lesquels il y a eu divergence de vues entre les différentes délégations. Certaines n'ont pas estimé souhaitable pour le moment d'engager des débats sur certains éléments, notamment ceux qui concernent les questions de vérification. Ces délégations ont estimé qu'il était trop tôt pour le faire, tant qu'il n'y aurait pas eu accord général sur la portée des interdictions. Mais d'autres ont fait connaître leur point de vue sur ces éléments, estimant qu'ils pouvaient être examinés pendant la phase actuelle des travaux et contribuer utilement aux négociations futures. Comme vous le constaterez, chaque élément est suivi d'observations, parmi lesquelles figurent des opinions dissidentes. Quelquefois, mais pas toujours, on trouve aussi des observations relatant la position de délégations qui se sont déclarées opposées à des opinions dissidentes. Naturellement, certaines délégations se sont réservé le droit d'étudier, le moment venu, ces propositions ainsi que d'autres de façon plus approfondie.

Le rapport contient une série de recommandations liées aux consultations que le Président a eues sur les problèmes relatifs à la détermination de la toxicité. D'après la première, le Comité devrait prendre note du rapport sur ces consultations, tel

(M. Lidgard)

qu'il figure dans le document CD/CW/WP22/Rev.1, du 23 juillet 1981, et le considérer comme une base appropriée pour permettre aux délégations de préparer de nouveaux travaux sur les méthodes à approuver pour la détermination de la toxicité aux fins d'une convention sur les armes chimiques.

Dans la deuxième, il est proposé que le Comité examine à sa session de 1982 certaines questions techniques particulières concernant la détermination de la toxicité. On a fait remarquer dans ce contexte que les connaissances techniques, en particulier en toxicologie, ainsi que les documents d'information scientifique et technique, qui pourraient être fournis par les délégations, seraient précieux pour ces débats.

La troisième recommandation a pour objet de proposer que d'autres consultations, semblables à celles tenues cette année, aient lieu dans la semaine du 1er au 5 mars 1982, sur les questions techniques que je viens de mentionner, à moins que le Comité n'en décide autrement au début de sa session de 1982.

L'objet de la quatrième et dernière recommandation est de proposer que le Comité s'occupe dans la semaine qui suivra des questions relatives aux applications possibles des critères de toxicité dans une convention sur les armes chimiques.

Les conclusions du rapport réaffirment surtout que l'interdiction des armes chimiques et leur destruction représentent l'une des mesures de désarmement les plus urgentes et que la conclusion d'une telle convention est de la plus haute priorité dans les négociations multilatérales. L'urgence qu'il y a d'obtenir des résultats concrets à cette fin a été tout particulièrement reconnue dans la perspective de la deuxième session extraordinaire.

Le Groupe a estimé qu'après un an de travail une convergence de vues s'est dégagée sur de nombreux problèmes, mais qu'il existe encore des divergences importantes sur certains éléments. Le Groupe a exprimé l'espoir que le Comité prendrait dûment en considération les résultats de ses travaux, tels qu'ils sont exposés dans le rapport, afin qu'ils contribuent au processus de négociation et d'élaboration d'une convention sur les armes chimiques. Enfin, le Groupe recommande qu'au début de sa session de 1982, le Comité rétablisse le Groupe de travail spécial des armes chimiques, en le dotant d'un mandat révisé de façon appropriée, qui permettra au Comité de travailler à partir des domaines de convergence et de surmonter les divergences de vues qui ont été identifiées par le Groupe au cours des sessions de 1980 et de 1981, de façon à parvenir aussi rapidement que possible à un accord au sujet d'une convention sur les armes chimiques.

Monsieur le Président, si vous me le permettez, je souhaiterais achever la présentation de ce rapport en remerciant sincèrement les délégations qui ont apporté des contributions importantes et précieuses à nos efforts dans le cadre du Groupe de travail. Je suis maintenant pleinement convaincu que chacun désire sérieusement que les négociations relatives à une convention sur les armes chimiques débouchent dès que possible sur des résultats positifs et définitifs. Notre travail a été quelquefois difficile, notre endurance a été mise à l'épreuve, mais l'esprit de coopération qui a prévalu pendant tous nos travaux constitue pour moi la meilleure récompense que je pouvais attendre. Comme je l'ai dit à une autre occasion : la possibilité de survie des éléments que nous avons élaborés dépend entièrement de leur valeur propre. Je suis relativement optimiste à cet égard.

(H. Lidgard)

Je remercie aussi sincèrement Mme Lisclotte Waldheim-Natural pour le savoir-faire et la compétence dont elle a su faire preuve en tant que Secrétaire du Groupe de travail, ainsi que les personnes qui l'ont aidée au secrétariat et les interprètes pour leur précieuse collaboration.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie les Présidents des Groupes de travail spéciaux sur un programme global du désarmement et des armes chimiques de nous avoir présenté les rapports de leurs groupes respectifs. Je me propose de passer aux rapports des quatre Groupes de travail aux fins d'examen et de décision dès que nous aurons entendu tous les orateurs inscrits et terminé avec d'autres questions en suspens.

En raison du nombre des interventions prévues au cours de cette séance plénière, il se peut que nous devions la suspendre pour reprendre nos travaux cet après-midi. Je convoquerai immédiatement après la séance de l'après-midi une réunion officieuse du Comité pour examiner les derniers paragraphes de diverses sections du rapport du Comité à l'Assemblée générale des Nations Unies, sur lesquels le Groupe de rédaction, réuni ces derniers jours, s'est mis d'accord.

II. ONKELINK (Belgique) : Au moment où s'achèvent les travaux de la session de 1981 du Comité du désarmement, notre délégation a jugé opportun de faire état de quelques observations générales tirées du bilan de nos assises, bilan qui, sans être négatif, est - on en conviendra - assez maigre.

Malgré les difficultés de cet exercice de réflexion, nous avons finalement décidé de nous y livrer, tant il nous a paru impératif, dans les circonstances politiques présentes, de nous efforcer de tirer les leçons du passé récent en vue de nous préparer au mieux aux échéances prochaines et aux travaux futurs de notre Comité.

Notre première constatation portera sur le peu de résultats concrets, en termes de négociation, durant la session de 1981. Certes, la première explication à cette situation, que chacun se doit de regretter, réside dans la détérioration des relations internationales intervenue depuis fin 1979.

Déjà notre session de 1980 s'était achevée elle aussi sans résultats substantiels.

Mais, dépassant la réflexion portant sur les deux dernières années, force est de constater qu'en matière de désarmement, la deuxième moitié de la décennie 1970 a été fort peu productive et que depuis bientôt dix ans, les sources réelles de négociation se sont taries, au niveau multilatéral.

Ainsi donc, si des événements de nature politique et des ruptures d'équilibre ont récemment provoqué des phénomènes d'action - réaction peu propice aux réalisations en matière de désarmement, la communauté internationale devrait aussi s'interroger sur des causes plus lointaines et peut-être plus profondes qui expliquent le tarissement de nos efforts et l'échec de la plupart de nos entreprises.

Dans la période difficile que nous traversons, le Comité du désarmement n'a pas été à même de privilégier la moindre chance de progrès, aussi minime soit-elle, dans un effort tendant à relancer un mécanisme tournant actuellement à vide.

Plutôt que de vouloir identifier la responsabilité des catégories ou des groupes de pays dans cette situation regrettable, la délégation belge considère plus utile, pour l'avenir de nos efforts, de se livrer à quelques considérations très générales sur nos méthodes d'action et l'utilisation que les uns et les autres faisons de cet instrument remarquable constitué par notre Comité.

(M. Onkelinx, Belgique)

En premier lieu, la session de 1981, si on la compare à la précédente, aura présenté le mérite de concentrer davantage notre attention sur le programme de travail que nous nous étions assigné et de nous tenir à l'écart de discussions politico-procédurales étrangères à la vocation de négociation de notre Comité.

Et c'est sans doute cette vocation de négociation qui devrait être plus présente à l'esprit de chacun lorsque nous préparons notre action et nos interventions. Car si les débats de caractère procédural ont la plupart du temps été absents de nos travaux, ceux-ci ont trop souvent été encombrés par des échanges de vues de caractère déclamatoire et théorique et qui ne faisaient en rien progresser les sujets en négociation au sein du Comité.

Si nous voulons, pour l'avenir, tenter de réaliser de véritables résultats concrets, dans les domaines de négociation, nos délégations devraient à mon sens ne pas se laisser distraire par des thèmes trop théoriques dont le traitement ressortit à nos yeux davantage aux forums de l'Assemblée générale ou de la Commission des Nations Unies pour le désarmement.

Une interprétation plus stricte du caractère des différents organes abordant au sein des Nations Unies les problèmes du désarmement ne paraîtrait de nature à éviter au Comité du désarmement des débats relevant davantage des enceintes délibératives internationales.

Mais, revenant aux travaux de la présente session du Comité, nous pouvons nous demander si nous nous sommes réellement acquittés du mandat de négociation, là où nous en avons l'occasion. Il nous est, hélas, apparu que les efforts réels dans la recherche des compromis nécessaires ont été relativement rares. Trop souvent les délégations ont répété à l'envi leurs prises de position, leur argumentation, sans jamais offrir la possibilité de la recherche des ouvertures nécessaires.

Le meilleur exemple est sans doute celui des travaux sur l'interdiction des armes radiologiques, où chacun a campé sur ses positions, alors que des développements apparaissaient possibles dans la négociation. Il s'avérera indispensable, lorsque nous reprendrons nos travaux en 1982, d'envisager des propositions autres que celles qui nous divisent, si nous voulons espérer conclure sur cette question.

De même, pour le programme global de désarmement pour lequel nous avons un mandat impératif limité dans le temps, nos efforts, qui seront sans doute repris très tôt en janvier, exigeront, de la part de tous les groupes, clarté, réalisme et volonté d'aboutir si nous voulons éviter de présenter à la session extraordinaire de l'Assemblée générale une mosaïque de points de vue qui, en définitive, se révéleraient inconciliables.

Au sujet des armes chimiques, nous avons particulièrement apprécié le fait que le Groupe de travail ait pu, avec l'accord de tous les participants, développer la mise en place des éléments d'un possible accord, et cela nonobstant les restrictions imposées par un mandat assez limitatif. Néanmoins, si nous voulons réellement progresser vers la conclusion d'un traité, il importera que l'on convienne, lors de la prochaine session, de formules agréées sans lesquelles il ne sera guère possible de concilier les importantes divergences conceptuelles encore existantes.

Pour les garanties de sécurité, là aussi des propositions intéressantes ont été formulées. Et l'année prochaine les possibilités d'arrangements, aussi minimes soient-elles, ne devraient pas être négligées même si, dès l'abord, l'ensemble des préoccupations fondamentales des pays non nucléaires ayant choisi le non-alignement ne peuvent être satisfaites en totalité.

(II. Onkelinx, Belgique)

C'est de sa capacité collective de négociation que notre Comité doit encore apporter la preuve. Les zones de négociation une fois circonscrites, il importe que chacun y fasse preuve de souplesse, de volonté d'aboutir, loin des débats polémiques ou doctrinaires, loin des discussions par trop théoriques qui ne peuvent guère contribuer à nos travaux.

La dispersion excessive de nos efforts ne s'avère pas non plus un gage de succès. L'histoire du désarmement depuis les années 60 nous a enseigné que l'on ne pouvait entreprendre la négociation de tous les sujets en même temps, et qu'il fallait saisir chaque occasion de conclure.

Si, en 1971, la Conférence du Comité du désarmement n'avait pas accepté de dissocier la négociation des armes chimiques et des armes bactériologiques, il se peut que le traité interdisant ces dernières n'aurait pas encore vu le jour à l'heure présente.

En 1982, les quatre groupes de travail devraient très rapidement se remettre à la tâche. La formulation de leur mandat ne devrait pas constituer un obstacle majeur. Et nous escomptons que, pour les armes chimiques, ce mandat sera plus développé que celui qui a guidé nos travaux au cours des deux dernières sessions. A cet égard, ma délégation note avec satisfaction que le Groupe de travail a proposé que son prochain mandat permette au Comité de surmonter les divergences de vues quant au fond, divergences qui ont été identifiées au cours de ses sessions de 1980 et de 1981.

De même, l'interdiction complète des essais nucléaires pourrait, au début de la prochaine session, faire l'objet d'une décision de procédure appropriée, de manière à habilitier le Comité à en traiter quant au fond.

Concernant ces deux derniers sujets - armes chimiques et arrêt des essais nucléaires - ma délégation a toujours considéré que l'approche multilatérale et les pourparlers séparés entre les principaux Etats intéressés se soutenaient mutuellement et étaient de nature à assurer le succès final des deux négociations. La Belgique n'a pas modifié son point de vue. Aussi, appelle-t-elle de tous ses vœux la reprise rapide de ces pourparlers et formule-t-elle le souhait que les conditions internationales les rendent possibles dans un avenir assez proche - peut-être avant que nous ne nous rassemblions à nouveau en février prochain.

Nous ne pensons pas, par contre, qu'il serait opportun d'envisager la création d'un groupe de travail sur des matières aussi importantes soient-elles, qui ne se prêtent pas à ce stade des négociations de caractère multilatéral. Nous estimons que ces matières doivent continuer de faire l'objet de pourparlers séparés dans le cadre d'un processus dont nous souhaitons le développement.

Les dix dernières années d'efforts en matière de désarmement n'ont - je le répète - guère été productives. Il serait vain de vouloir rejeter la responsabilité de ces maigres résultats sur telle catégorie ou groupe de pays. Mais chaque Etat devrait procéder à un examen scrupuleux et réfléchi de son propre comportement, des options qu'il a choisies, des thèmes et des doctrines qu'il a défendus au fil de ces longues années.

Certains Etats pourraient peut-être, tantôt assouplir leur approche des méthodes de travail, tantôt corriger quelque peu leurs prises de position sur certaines options de négociations.

La Belgique est persuadée que ces modifications d'attitude peuvent se développer sans que soient mises en danger les conditions de sécurité de nos Etats. Mais ces modifications, ces corrections d'attitude, ces assouplissements dictés par une recherche d'ouverture, seraient de nature à favoriser des progrès plus substantiels dans l'avenir, pour le bénéfice de la communauté internationale tout entière.

II. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : A l'occasion de la clôture de la session de cette année du Comité du désarmement, de nombreuses délégations prennent la parole pour présenter leurs vues individuelles sur les résultats que nous avons obtenus. La délégation brésilienne, qui s'est associée au document d'évaluation du Groupe des 21, souhaite ajouter quelques observations d'ordre général.

La troisième session du Comité s'est écoulée sans que l'on obtienne de résultats significatifs sur l'un quelconque des points prioritaires. Un observateur optimiste pourrait voir une exception dans la question des armes chimiques. Les conclusions du Groupe de travail correspondant ont ranimé un vague espoir de parvenir à une décision procédurale sur son nouveau mandat, de façon à permettre au Comité de commencer à négocier le texte d'une convention l'année prochaine. Toutefois, nous serons tous d'accord, je pense, pour reconnaître l'absence virtuelle des progrès réels, qu'il s'agisse de questions de procédure ou de questions de fond. Nous pouvons certes faire état des nombreuses pages de rapports qui traitent de tous les points inscrits à notre ordre du jour, parfois fort longuement et en grand détail, mais, nous n'avons pas dépassé nos prédécesseurs sur la voie d'une négociation d'accords de désarmement.

Nombre d'entre nous ont essayé de décrire les causes de cette immobilité et ont peint en couleurs sombres les dangers inhérents à la voie choisie par ceux qui continuent à accroître leurs arsenaux déjà excessifs. Or, la réaction des deux principales alliances militaires, et particulièrement des deux superpuissances, ne va guère au-delà de simples accusations mutuelles sur le point de savoir laquelle d'entre elles est responsable de l'escalade massive de leur puissance militaire. Nous écoutons dans un silence inquiet pendant qu'elles décrivent chacune en détail les raisons pour lesquelles leur sécurité sera mieux protégée en ajoutant quelques mégatonnes supplémentaires à leurs systèmes de vecteurs et en améliorant leur précision, ou en rendant ces systèmes indécélables au réseau radar du rival, ou encore en "modernisant" les ogives pointées contre leurs territoires réciproques. Par exemple, leurs positions proclamées au sujet des garanties de sécurité découlent de la conviction que leurs propres besoins en matière de sécurité devraient prévaloir sur toutes autres considérations. Nous les entendons prétendre à l'unisson qu'un traité concernant des armes qui n'existent pas ne doit pas mentionner les armements qu'elles possèdent déjà, sauf pour les exclure du champ d'application de l'interdiction. Nous constatons avec déception leur répugnance à accepter tout engagement contraignant de mettre en oeuvre un programme global de désarmement. C'est avec ébahissement que nous entendons dire que de nouveaux systèmes d'armes de destruction massive sont de simples "armes nucléaires classiques" conçues pour un usage tactique et que nous ne devrions donc rien avoir à craindre de leur apparition.

Après tout, nous dit-on, quelque chose de mystérieux et d'apparemment inaccessible, généralement appelé "équilibre", doit être maintenu à tout prix, même à celui d'aggraver l'insécurité de toutes les nations et d'accroître le risque de voir annihiler la vie sur notre planète. Chacun des côtés paraît agir sans cesse dans l'idée que l'"équilibre" est toujours sur le point d'être compromis en faveur de l'adversaire, ce qui fait qu'aucun des deux ne considère jamais qu'un équilibre ait été réalisé. En conséquence, chacune des superpuissances, ou leurs alliés militaires, paraissent éprouver le besoin constant d'expliquer à ceux qui n'appartiennent pas à leurs alliances, ainsi qu'à leurs propres peuples, combien il est important de mettre en échec les sinistres machinations de l'autre côté. Chacun des côtés perçoit les activités de l'autre comme provoquant inévitablement une perturbation de l'équilibre, créant ainsi la nécessité impérieuse, urgente et justifiée de le rétablir.

(H. de Souza e Silva, Brésil)

Nous ne pouvons donc souscrire à l'argument du distingué représentant de l'URSS, M. l'Ambassadeur Issraelyan, qui, jeudi dernier, a dit que le maintien de l'équilibre militaire et stratégique existant entre l'URSS et les Etats-Unis, et entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN, sert objectivement à préserver la paix sur notre planète.

Le Comité du désarmement n'est pas un tribunal appelé à juger les intentions des nations et il n'a pas été créé pour décider qui sont ceux dont les politiques de défense sont bonnes et ceux dont les politiques de défense ne le sont pas. Le Comité est un organisme multilatéral librement créé par la libre volonté de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, au moyen d'un document adopté par consensus, ayant pour mission spécifique et convenue de négocier des accords de désarmement. Il serait logique d'attendre de ses membres la volonté d'explorer toutes les possibilités qui pourraient conduire à la réalisation des objectifs du Comité, tels qu'ils ont été exprimés dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Il nous paraît donc extrêmement étrange que des délégations au Comité limitent leur participation à l'énonciation de vagues indications de leur attachement à un monde idéal dans lequel les armements, ou les doctrines de dissuasion nucléaire, ne seraient plus nécessaires. Il est encore plus étrange lorsque ces indications s'accompagnent de l'avertissement bien clair que ces pays ont l'intention de poursuivre la course aux armements, quoi qu'en puissent penser les autres. La communauté internationale attendrait des puissances dotées d'armes nucléaires, qui ont reconnu leur responsabilité spéciale, un engagement plus actif dans l'utilisation du mécanisme multilatéral pour promouvoir les objectifs qu'ils ont acceptés, au lieu de se contenter d'approuver du bout des lèvres les aspects extérieurs ou les objectifs généraux de ce Comité.

Nous sommes d'avis, ainsi que M. l'Ambassadeur Flowerree, le distingué représentant des Etats-Unis, l'a dit jeudi dernier, que la rectitude morale n'est pas la propriété exclusive de telle ou telle nation ou de tel ou tel groupe de nations. Je prétends que la rectitude morale fait partie du patrimoine commun, de l'ensemble de l'humanité. Les clameurs contre la course débridée vers l'illusion d'une supériorité militaire absolue ne proviennent pas uniquement des diverses délégations siégeant autour de cette table, mais de tous les coins de la terre, particulièrement des peuples qui se sentent le plus menacés par cet état de choses. Aucune délégation ne s'arroge individuellement le monopole de la vertu morale; cependant, nous réclamons le droit et, en vérité, le devoir de faire observer que la négociation en vue d'un désarmement est la seule voie possible de survie dans l'ère nucléaire.

Pendant la session actuelle du Comité du désarmement, de nombreuses délégations ont maintes et maintes fois insisté sur ce point. La course aux armements nucléaires se nourrit d'elle-même et rapproche inexorablement le monde de l'abîme de sa propre destruction. Il n'y a aucune issue autre que celle de faire face à la réalité ultime : ou bien nous négocions, ou bien nous périssons. Ou encore, pour paraphraser le défunt Président Eisenhower, il n'y a pas d'autre solution que la négociation. "Négociation" ne signifie pas simplement une acceptation bilatérale des machines de guerre rivales à des capacités de destruction plus élevées, un processus dans lequel chaque partie se débarrasse de ses systèmes périmés et moins efficaces et se concentre sur le cycle en cours de la spirale des armements. "Négocier" ne signifie pas simplement "limiter" les armements nucléaires, parce que cette notion présuppose que l'objet d'une telle limitation, à savoir les mortels arsenaux nucléaires,

(M. de Souza e Silva, Brésil)

sont appelés à se perpétuer sous la forme d'un monopole de leurs possesseurs actuels. Je prétends que négociier veut dire tenir dûment compte de tous les aspects de la réalité et non pas simplement des perceptions étroites de sécurité des deux alliances rivales; ce terme implique une attitude ouverte, franche et anticipatrice, jointe à l'humble reconnaissance du fait que la sécurité des autres nations est tout aussi importante et digne d'attention et de respect que la sienne propre. Aucune nation individuelle n'a reçu le mandat de décider par elle-même comment la sécurité des autres serait mieux servie; aucune nation n'a non plus le droit de mettre en péril la sécurité du monde entier en essayant d'assurer la sienne propre. Ma délégation espère très sincèrement que les débats de la session de 1981 et l'interprétation de son manque de résultats par les gouvernements concernés aboutiront à un changement de la perception du rôle du Comité du désarmement, qui permettra à cet organisme multilatéral de négociation d'atteindre les objectifs pour lesquels il a été créé.

M. ERDENBILIG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, en sa qualité de coordonnateur du groupe des pays socialistes pendant le mois d'août, la délégation mongole a l'honneur de prendre aujourd'hui la parole au nom des délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie, de l'Union soviétique et de la Mongolie, et de faire une déclaration sur les résultats de la session de 1981 du Comité du désarmement.

La présente session du Comité du désarmement s'est déroulée dans le contexte d'une situation internationale difficile, marquée par l'intensification notable des activités des adversaires de la paix, de la détente et du désarmement, qui s'efforcent de lancer le monde dans une nouvelle course qualitative aux armements et d'accroître ainsi la tension internationale.

Malgré ces conditions, les pays socialistes, fidèles à leurs principes politiques en matière de désarmement, ont appliqué sans défaillance et dans un esprit d'initiative une politique tendant à mener des négociations constructives et à établir des accords concrets sur la limitation de la course aux armements.

La période durant laquelle s'est tenue la présente session du Comité du désarmement a été marquée par la réunion des congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et des autres partis frères des pays socialistes. De nouvelles initiatives et propositions de grande portée, visant à contrôler la course aux armements et à assurer la paix mondiale, y ont été présentées.

Au cours de la session de 1981 du Comité, les délégations des pays socialistes, fidèles à leur tradition, ont participé activement aux débats sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, et formulé une série de propositions constructives visant à obtenir des progrès véritables dans le domaine du désarmement.

Elles n'ont pas cessé de préconiser l'ouverture à bref délai de négociations au sein du Comité sur une question d'une importance toute particulière : la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. La République démocratique allemande, reflétant la position générale des pays socialistes, a soumis au Comité le document CD/193, dans lequel elle proposait de tenir, dans le cadre du Comité, des consultations en vue de préparer des négociations concrètes sur cette question. D'autre part, les pays socialistes ont continué de réclamer la création d'un groupe en vue de négociations sur la question du désarmement nucléaire. Cependant, en raison de la position de certains Etats nucléaires, il n'a pas encore été possible de parvenir à un accord sur ces propositions à la présente session.

(ii. Erdembileg, Mongolie)

Comme beaucoup d'autres Etats, les pays socialistes condamnent fermement la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'entreprendre la fabrication de l'arme à neutrons et considèrent cette décision comme un défi à la cause de la paix et du désarmement. En commençant à fabriquer en série des armes à neutrons, les Etats-Unis font un pas vers l'application de la doctrine de la "guerre nucléaire limitée"; ils augmentent la probabilité qu'un conflit armé ne dégénère en une guerre nucléaire généralisée.

En présentant au Comité le document CD/219, les pays socialistes ont demandé la création à bref délai d'un groupe de travail spécial pour l'élaboration d'une convention internationale sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons. En 1978, les pays socialistes avaient soumis un projet analogue à l'examen du Comité (CCD/559). Cependant, à cette époque, les puissances occidentales s'étaient déjà opposées à la création de ce groupe.

Les pays socialistes attachent une grande importance à l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Ils sont résolus à tout faire pour obtenir la cessation des essais nucléaires dans tous les milieux et par tous les Etats qui y procèdent. Les pays socialistes ont constamment préconisé que le Comité du désarmement, où les cinq puissances nucléaires sont toutes représentées, joue un rôle actif dans ce domaine. Dans ce domaine également, ils ont formulé une suggestion, en proposant, comme l'avait fait le Groupe des 21, de créer un groupe de travail. Malheureusement, certains Etats nucléaires ont empêché le Comité du désarmement d'engager des négociations multilatérales sur ce problème urgent, qui intéresse l'humanité tout entière.

Convaincus que le succès des négociations trilatérales faciliterait considérablement l'aboutissement des travaux du Comité du désarmement dans ce domaine, les pays socialistes ont invité les Etats-Unis et le Royaume-Uni à reprendre immédiatement ces négociations. Ils ont également appuyé l'appel adressé par l'Union soviétique aux autres Etats parties aux négociations trilatérales en vue d'élaborer en commun des réponses aux questions posées par le Groupe des 21 et par d'autres délégations.

En matière d'interdiction des armes chimiques, les pays socialistes se sont efforcés de renforcer et de développer les résultats obtenus au cours des étapes précédentes au sein du Comité du désarmement. Ils voient avec satisfaction que la majorité des Etats membres du Comité sont parvenus à un certain degré de compréhension mutuelle au sujet de plusieurs aspects essentiels de la future convention. On peut ainsi espérer que de nouveaux progrès seront accomplis vers la réalisation rapide d'un accord sur la question de l'interdiction des armes chimiques. Les pays socialistes se déclarent prêts à appuyer pleinement le Comité dans ce domaine.

Les pays socialistes continuent de penser que la question de l'interdiction des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive est l'une des plus importantes de celles dont le Comité est saisi, et que celui-ci doit s'en occuper plus activement et plus sérieusement en utilisant les moyens dont il dispose, en particulier la création d'un groupe spécial d'experts. La session écoulée a confirmé la complexité des problèmes liés aux nouveaux types d'armes de destruction massive, ainsi que la nécessité d'un examen compétent de cette question par des spécialistes. Les réunions officielles tenues par le Comité du désarmement avec la participation d'experts gouvernementaux, sur la proposition de la République populaire hongroise (CD/174), ont montré la nécessité et l'opportunité de créer un groupe spécial d'experts gouvernementaux.

(II. Erdembileg, Mongolie)

Les délégations des pays socialistes estiment qu'en 1981, le Comité du désarmement avait la possibilité d'achever l'élaboration d'un traité sur l'interdiction des armes radiologiques. Elles constatent avec regret que cette possibilité ne s'est pas concrétisée. Les pays socialistes confirment leur décision de rechercher activement l'achèvement, à une date aussi rapprochée que possible, des travaux sur l'élaboration de cet accord.

Les délégations des pays socialistes accordent à l'élaboration d'un programme global de désarmement toute l'attention qu'elle mérite. Ils ont préconisé que les étapes élaborées dans le cadre de ce programme comprennent un maximum de mesures concrètes conduisant en définitive au désarmement général et complet, et que l'ensemble du programme soit orienté vers la réalisation d'accords concrets dans le domaine de la limitation de la course aux armements et du désarmement. Par ailleurs, il convient à leur avis d'inclure dans le programme global de désarmement les dispositions portant sur les principes, le mécanisme et la procédure qui sont exposées en détail dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il suffirait donc, à leur avis, d'inclure dans ce programme des références aux dispositions pertinentes du Document final.

Les Etats socialistes estiment qu'il est urgent de résoudre la question du renforcement des garanties de sécurité à donner aux Etats non nucléaires. Ils se sont constamment prononcés pour l'élaboration et la conclusion d'une convention internationale à ce sujet et déplorent que le Comité ne soit pas encore parvenu à en élaborer le projet en raison de l'attitude négative adoptée par certaines puissances nucléaires et leurs alliés.

A cet égard, ils sont convaincus que le Comité du désarmement doit entreprendre sans délai des négociations en vue d'élaborer un accord international sur la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle, accord dont la conclusion serait également de nature à renforcer la sécurité des Etats non nucléaires.

Au cours de cette session, les délégations des pays socialistes ont cherché à accroître l'efficacité des travaux du Comité et à améliorer leur organisation, en présentant à ce sujet des propositions concrètes visant à améliorer le contenu des travaux du Comité, à accroître l'efficacité des travaux de ses organes subsidiaires, à prolonger le temps consacré à l'examen des questions de fond, à améliorer la représentation des Etats et à prendre d'autres dispositions (CD/200).

Les délégations des Etats socialistes sont d'avis que le règlement intérieur du Comité a fait la preuve de sa viabilité lors des négociations menées dans le cadre du Comité et qu'il contient les réserves nécessaires pour résoudre les questions qui viendraient à se poser au cours de ces travaux. Toutes les activités du Comité sont régies par le principe du consensus énoncé à la section VI du règlement intérieur.

Les délégations des pays socialistes constatent avec satisfaction que leurs propositions et leurs suggestions ont été appuyées par un grand nombre d'Etats membres du Comité et se déclarent prêts à coopérer, dans l'avenir, à tous les efforts visant à améliorer les travaux du Comité.

Les Etats socialistes sont convaincus qu'il est plus important que jamais d'intensifier les efforts en vue de la limitation de la course aux armements et du désarmement. Un rôle important revient à cet égard au seul organe de négociations

(II. Erdembileg, Mongolie)

multilatérales sur le désarmement qu'est le Comité du désarmement. Compte tenu de la proximité de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au désarmement, la prochaine session du Comité revêt une importance particulière. Les pays socialistes se déclarent décidés à faire encore tout leur possible pour assurer le succès de ses travaux.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir faire distribuer la présente déclaration en tant que document officiel du Comité du désarmement.

II. YU PEI WEN (Chine) (traduit du chinois) : Alors que le Comité du désarmement approche de la fin de sa session, la délégation chinoise souhaite passer en revue le travail accompli par le Comité en 1981 et envisager les tâches qui l'attendent en 1982. A cet effet, le secrétariat du Comité a distribué le document CD/221 intitulé : "Quelques observations de la délégation chinoise sur les travaux du Comité du désarmement en 1981". J'aimerais maintenant présenter brièvement ce document. Nous avons indiqué dans le document CD/221 les résultats obtenus à la présente session du Comité du désarmement. Le Comité du désarmement a réussi, en peu de temps, à régler les questions d'organisation et de procédure, ce qui a permis aux quatre Groupes de travail de passer assez rapidement à l'examen au fond des questions et aux négociations. Les discussions et les négociations sur certaines questions importantes dans les Groupes de travail ont rendu plus claires les opinions exprimées par diverses délégations facilitant ainsi une meilleure compréhension des positions réciproques, ce qui aidera les discussions et les négociations futures. Le Comité du désarmement a également avancé quelques idées et recommandations sur les moyens d'améliorer l'organisation de ses travaux. Nous espérons que ces idées et recommandations contribueront à accroître l'efficacité du Comité.

Nous avons également fait observer que bien que le Comité du désarmement ait obtenu quelques résultats au cours de sa session de 1981, il n'y a pas eu de résultats réels sur diverses questions de fond inscrites à l'ordre du jour. Cette situation est loin d'être satisfaisante. A notre avis, cette impossibilité de faire des progrès réels est étroitement liée à la détérioration de la situation internationale et au manque de volonté politique de certains pays.

Dans le document présenté par ma délégation, nous avons également fait quelques observations sur l'examen et la négociation du désarmement nucléaire, l'interdiction des essais nucléaires, l'interdiction des armes chimiques, les garanties de sécurité aux Etats non dotés d'armes nucléaires, le programme global de désarmement et l'interdiction des armes radiologiques. Pour gagner du temps, je ne les répéterai pas ici.

Enfin, au nom de la délégation chinoise, je tiens à profiter de cette occasion pour rendre hommage et adresser mes remerciements à l'Ambassadeur Sani, qui a assuré la présidence ce mois-ci, pour son objectivité et la compétence exceptionnelle avec laquelle il a acheminé notre Comité vers la solution de quelques questions complexes et délicates. J'aimerais aussi exprimer ma reconnaissance aux Présidents des Groupes de travail pour la contribution constructive qu'ils ont apportée en guidant les travaux de leurs Groupes respectifs. Je dois également remercier sincèrement l'Ambassadeur Jaipal, Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire du Comité, et tous les membres du secrétariat, ainsi que les interprètes, les traducteurs et tous ceux qui ont travaillé pour nous pour leur coopération et l'aide qu'ils ont apportée aux travaux du Comité du désarmement.

II. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord me joindre aux distingués orateurs qui m'ont précédé pour vous féliciter de la façon excellente dont vous avez conduit les travaux du Comité au cours de ce mois si crucial pour l'issue de la session de cette année. J'adresse aussi mes félicitations à votre prédécesseur, le distingué représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Venkateswaran qui, avec compétence, a assuré la présidence du Comité pendant le mois de juillet et a également présidé avec succès le Groupe de rédaction.

Aujourd'hui, ma brève intervention sera consacrée exclusivement à une question urgente qui figure dans le document CD/219, présenté par un groupe de pays socialistes, dont la Pologne, qui demande notamment que le Comité envisage d'urgence la création d'un groupe de travail spécial sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons. L'importance attachée à ce problème tient à la conviction, que partage entièrement ma délégation, qu'il est peut-être encore temps d'empêcher que la course aux armements nucléaires n'entre dans une nouvelle phase.

En 1973, le Groupe des pays socialistes a présenté à la Conférence du Comité du désarmement un projet de convention sur cette question, qui figure dans le document CCD/559. C'était peut-être l'époque la plus appropriée pour élaborer un document ayant force juridique obligatoire sur l'interdiction de la fabrication d'armes nucléaires à neutrons. Malheureusement, à cause des objections formulées par les délégations de certains Etats, qui considéraient notre proposition comme une "propagande unilatérale", notre initiative n'a pas rencontré un accueil positif. A cette époque, en 1973, on a également avancé que la bombe à neutrons n'existait pas et que l'on n'avait pas pris de décision au sujet de sa fabrication. Aujourd'hui, nous comprenons encore mieux les raisons de cette opposition : il s'agissait d'ouvrir la voie à la décision qui a été prise il y a une quinzaine de jours.

Jusqu'à présent, on a fait valoir à l'appui de cette décision des arguments tels que les suivants :

Premièrement, l'Union soviétique et le Traité de Varsovie ont acquis au cours des vingt dernières années un avantage stratégique militaire sur les pays de l'OTAN et il convient de prendre des mesures pour rétablir l'équilibre. Mardi dernier, on nous a même dit que la décision prise par les Etats-Unis de fabriquer des armes à neutrons est la seule solution et peut-être la meilleure en l'occurrence.

Deuxièmement, nous avons également entendu au Comité des exposés sur la nature de l'arme à neutrons et sur ses avantages. Elle a été catégoriquement présentée comme un nouveau type d'arme nucléaire tactique.

Troisièmement, on nous a dit que l'arme à neutrons est essentiellement une arme de défense et de dissuasion et que de ce fait, elle ne peut être utilisée contre un agresseur éventuel qu'en cas, notamment, d'attaque de chars.

Quatrièmement, on nous a dit également que la décision de fabriquer des armes nucléaires, si elle ne s'accompagne pas d'une décision de la déployer au-delà des frontières du pays qui les fabrique, relève exclusivement de ses affaires intérieures.

(H. Sujka, Pologne)

Ces arguments ne résistent pas aux critiques. La délégation serait naturellement prête à examiner de façon précise et plus détaillée chacun de ceux qui viennent d'être mentionnés, en indiquant des faits et des dates. Pour l'instant, je me bornerai à formuler quelques observations de caractère plus général.

L'équilibre stratégique militaire invoqué en premier lieu est, selon nous, un ensemble d'événements ou de faits objectifs, et non une série de spéculations ou de manipulations mentales servant à justifier en détail un concept donné à un moment donné. En conséquence, une approche qui conduit au cours d'une même année à des conclusions différentes et contradictoires n'a qu'une valeur douteuse pour les travaux du Comité. Nous avons observé ce genre d'approche en 1979 : les autorités compétentes des Etats-Unis ont déclaré au mois de juin de la même année qu'il existait un équilibre militaire stratégique entre l'Est et l'Ouest et plus précisément entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS alors que quelques mois plus tard, et naturellement sans qu'aucune modification des faits objectifs ait été prouvée, elles annonçaient un déséquilibre. S'appuyant sur cet argument, elles ont exercé des pressions accrues pour accroître les armements du type missile en Europe. Cependant, cela ne leur suffisait pas. Grâce à leurs manipulations mentales, l'absence d'équilibre stratégique a pris de telles proportions que, pour le rétablir, elles ont jugé nécessaire de décider de fabriquer une nouvelle génération d'armes nucléaires. On peut maintenant se demander à juste titre ce que nous pouvons attendre dans l'avenir de la part des tenants d'une telle approche à l'égard du problème de l'équilibre stratégique. Indépendamment de ce qui précède, ma délégation partage entièrement l'opinion exprimée au cours des séances plénières de ces derniers jours, selon laquelle ce n'est pas en relançant la spirale des armements que l'on peut maintenir l'équilibre entre l'Est et l'Ouest, mais en la réduisant progressivement. Tel est le sens de la proposition contenue dans le document CD/219 et tel est le noble but de nos efforts communs au Comité.

S'agissant en second lieu de l'arme à neutrons considérée comme un nouveau type d'arme nucléaire tactique, c'est précisément en cela que réside le caractère le plus dangereux de cette arme. Nous nous prononçons, Monsieur le Président, pour une élimination complète des armes nucléaires, tant les "nouvelles", dites tactiques, que les "anciennes", les armes stratégiques normales. Tel était l'objet de la proposition présentée par le Groupe des pays socialistes dans le document CD/4. Lorsque nous parlons du danger particulier que présentent les armes à neutrons nous nous fondons sur deux raisons principales :

- la décision de fabriquer cette arme revient à entrer dans une nouvelle phase de la course aux armements, dont les conséquences sont encore imprévisibles;
- la fabrication et le stockage de cette arme dans les arsenaux militaires accroîtront encore le risque de déclenchement d'un conflit nucléaire en abaissant sensiblement le seuil nucléaire.

En troisième lieu, en ce qui concerne le caractère défensif et dissuasif des armes à neutrons, qu'il me soit permis de dire qu'il s'agit simplement d'une déclaration d'intention de l'Etat possesseur de cette arme et non des caractéristiques techniques qu'elle présente.

Si, comme le déclare le distingué Ambassadeur du Royaume-Uni, H. l'Ambassadeur Summerhayes, "la seule raison qui a motivé l'apparition de l'arme à neutrons est la nécessité d'opposer une parade efficace à la menace d'une attaque massive de chars de combat", la question se pose de savoir si cette escalade des forces de défense

(M. Sujka, Pologne)

contre l'agression doit être le privilège d'une des parties seulement ou si cette escalade démesurée doit devenir une règle d'usage dans les conflits armés. On peut se demander où une telle approche à l'égard de la "légitime défense" et de la "dissuasion" peut amener le monde. Peut-être à commettre un suicide par crainte de la mort ?

En quatrième lieu, s'agissant de l'argument selon lequel la fabrication de la bombe à neutrons est une affaire intérieure qui ne regarde que l'Etat qui l'entreprend, l'Ambassadeur du Royaume-Uni s'est encore efforcé de rassurer l'Europe en disant que "en fait, nous savons d'après la déclaration des Etats-Unis qu'aucun déploiement n'est actuellement envisagé". C'est là, certes, une façon très franche d'indiquer les incidences d'une décision qui est une "affaire intérieure". En réalité cependant, on ne sait pas contre quels chars cette arme peut être utilisée si elle n'est pas déployée hors du territoire des Etats-Unis, mais cette question n'est pas si importante que le fait que, même dans l'hypothèse la plus hardie ou peut-être la plus naïve, on ne peut penser que l'arme à neutrons américaine ne sera pas déployée hors des Etats-Unis.

L'argument selon lequel la fabrication d'armes à neutrons relève des affaires intérieures des Etats-Unis ne résiste pas aux critiques et cela notamment pour la simple raison que jamais, dans l'histoire des relations internationales, l'apparition d'un nouveau type ou d'une nouvelle génération d'armes n'a été considérée comme une affaire intérieure relevant de l'Etat, de la nation ou de la tribu qui les fabrique.

Lors de notre réunion officieuse hier, on nous a dit qu'on ne pouvait dissocier l'interdiction des armes à neutrons de celle de l'ensemble des armes nucléaires comprises dans le point 2 de notre ordre du jour. En théorie nous pourrions peut-être admettre cette approche. Mais, que peut faire le Comité lorsqu'on s'efforce de nous persuader que les problèmes relevant du point 2 de l'ordre du jour ne sont pas encore assez avancés pour faire l'objet de négociations ? Cela signifie-t-il que certaines délégations estiment que la question de l'interdiction des armes à neutrons, elle aussi, n'est pas assez mûre pour faire l'objet de négociations ? Quelle logique peut-on voir dans ce raisonnement ? Au lieu de s'efforcer de répondre à cette question, tout ce que je peux dire, c'est que la communauté mondiale se heurte souvent, et s'est souvent heurtée, aux résultats de cette logique, c'est-à-dire à une escalade effrénée de la course aux armements. Je laisse au Comité le soin de juger dans quelle mesure ces considérations s'inspirent d'une "propagande unilatérale".

Ma délégation appartient - et je cite encore une phrase de l'intervention de mon distingué collègue, M. l'Ambassadeur Summerhayes - à "ceux qui veulent présenter un tableau exagéré de la nature et des possibilités de ces armes". Je tiens à souligner que j'"exagère" et que j'"exagérerai" toujours chaque fois que l'on verra surgir la menace d'une nouvelle escalade des armements, qui non seulement consomme les forces créatrices des nations, mais absorbe des ressources encore plus considérables à des fins contraires à la sécurité et dangereuses pour la paix mondiale. Telles sont les principales raisons, Monsieur le Président, pour lesquelles ma délégation appuie pleinement la proposition visant à élaborer au sein du Comité une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons. Nous espérons qu'il n'est peut-être pas encore trop tard. Mais c'est peut-être la dernière chance qui s'offre au Comité.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Pologne de sa déclaration et de ses paroles aimables.

M. TERREFF (Ethiopie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme nous sommes sur le point de clore la session de cette année du Comité du désarmement, j'aimerais saisir cette occasion pour vous exprimer la satisfaction sincère de ma délégation pour la façon compétente dont vous guidez les travaux du Comité, en tant que Président, pendant ce difficile mois d'août. La gratitude chaleureuse de ma délégation s'adresse aussi à l'Ambassadeur Venkateswaran, pour la manière des plus efficaces et des plus aimables dont il nous a dirigés en tant que Président du Comité durant le mois de juillet.

Dans ma brève déclaration, j'aimerais faire quelques observations d'ordre général sur nos travaux de la session de cette année du Comité.

Tout d'abord, ma délégation ne peut qu'exprimer sa grande déception que, malgré les appels réitérés de nombreuses délégations - parmi lesquelles figurait celle d'un grand Etat doté d'armes nucléaires - aux fins d'ouvrir des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires ainsi que sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, deux Etats dotés d'armes nucléaires soient demeurés opposés à cette proposition et à la création de groupes de travail spéciaux à cet effet. J'aimerais, une fois de plus, réaffirmer la conviction de ma délégation et celle du Groupe des 21 que les groupes de travail sont le meilleur moyen de conduire efficacement les travaux du Comité du désarmement. A cet égard, ma délégation reconnaît le travail utile effectué par les quatre groupes de travail spéciaux et s'en félicite, et elle apprécie la direction assurée par leurs présidents respectifs. Nous sommes sûrs que les résultats obtenus, à des degrés divers, par chaque groupe de travail et les conclusions et les recommandations que nous sommes sur le point d'adopter maintenant faciliteront nos futurs travaux et seront la source de mesures concrètes de désarmement lors de la prochaine session. La création d'un groupe de travail sur l'interdiction des essais nucléaires, auquel participeraient tous les Etats dotés d'armes nucléaires, devrait continuer d'être une tâche prioritaire pour le Comité du désarmement. En outre, on ne saurait trop souligner la nécessité d'une reprise urgente des négociations trilatérales sur une interdiction générale des essais.

Au vu de ce qui précède, ma délégation réaffirme la position prise par le Groupe des 21 en ce qui concerne les travaux futurs du Comité relativement aux groupes de travail spéciaux. Etant donné la prochaine réunion de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, il faut, me semble-t-il, que notre attention soit concentrée sur les points suivants :

a) il conviendrait de créer, au début de la session de 1982, des groupes de travail spéciaux pour les points 1 et 2 de l'ordre du jour du Comité;

b) le Groupe de travail des armes chimiques devrait recevoir un mandat élargi pour poursuivre ses travaux en vue d'élaborer un projet de texte d'une convention sur les armes chimiques;

c) un Programme global de désarmement devrait être préparé avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et, à cette fin, il est indispensable qu'en 1982 le Groupe de travail spécial sur un Programme global de désarmement puisse commencer rapidement ses travaux;

d) entre parenthèses, j'aimerais dire que les négociateurs trilatéraux sur une interdiction des essais nucléaires devraient reprendre leurs travaux dès que possible et aussi répondre aux questions posées par le Groupe des 21 et d'autres membres du Comité;

(M. Terrefe, Ethiopie)

e) comme les autres membres du Groupe des 21, ma délégation pense aussi que l'on pourrait arriver à s'entendre au sujet d'une convention sur les armes radiologiques si tous les intéressés déployaient de véritables efforts pour faire progresser les négociations. A cette fin, il serait utile de réactiver sans retard le Groupe de travail spécial sur cette question;

f) enfin, nous partageons l'opinion selon laquelle la garantie la plus efficace contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires est la réalisation du désarmement nucléaire et l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires. A cet égard, les Etats dotés d'armes nucléaires devraient fournir, sous la forme d'un accord international de caractère juridiquement contraignant, des garanties aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Dans la deuxième partie de mon intervention, j'aimerais évoquer le fait nouveau récent et troublant qui, de l'avis de ma délégation, sape le processus du désarmement et va aussi à l'encontre des objectifs ultimes du désarmement général et complet et de notre objectif immédiat qui est le relâchement de la tension internationale. Bien entendu, je fais allusion, en l'occurrence, à la récente décision du Gouvernement des Etats-Unis de fabriquer et de stocker des armes à neutrons. Il n'est pas impossible que le déploiement de cette arme soit encore une autre surprise en cours de préparation. Je ne peux que proclamer la ferme opposition de ma délégation à cette décision au sujet des conséquences de laquelle de nombreuses délégations ont déjà exprimé leurs préoccupations.

Au cours des séances récentes du Comité, nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt et d'anxiété les vues formulées à cet égard par un certain nombre de délégations. La réaction généralement négative à la décision prise par cette puissance dotée d'armes nucléaires a aussi occupé une place importante dans les médias internationaux. Le monde a clairement constaté un cas où les résolutions et les décisions de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les authentiques aspirations de la communauté internationale à vivre dans une paix et une sécurité relatives, ont été complètement ignorées.

Contrastant fortement avec les vues des défenseurs de la bombe à neutrons, l'opinion publique mondiale est universellement opposée à la décision de fabriquer, de stocker et de déployer cette arme. Nous nous associons à ce sentiment de préoccupation authentique et d'appréhension légitime que fait naître ce fait nouveau. Nous ne doutons nullement que la fabrication de l'arme à neutrons encouragerait et intensifierait la spirale de la course aux armements nucléaires. Il reste encore à connaître toutes ses conséquences. Il ne convient pas de sous-estimer l'impact de cette décision sur l'aggravation de la tension internationale, pas plus qu'il n'est sage de minimiser la question et de feindre d'ignorer les vues et les sentiments partagés par l'immense majorité de l'opinion publique internationale et un grand nombre de délégations du Comité du désarmement représentant généralement des Etats non dotés d'armes nucléaires. On ne saurait ignorer le fait que la bombe à neutrons fait intervenir de nouveaux phénomènes nucléaires ayant des effets de rayonnement neutronique beaucoup plus dangereux pour les êtres humains. La décision des Etats-Unis de fabriquer et de stocker ces armes conduira à un nouvel abaissement de ce qu'il est convenu d'appeler le seuil nucléaire, augmentant ainsi le risque d'une guerre nucléaire.

La délégation éthiopienne a lancé des appels réitérés pour demander l'arrêt de la mise au point et de la fabrication des armes à neutrons. Nous nous rendons à présent mieux compte qu'auparavant de la nécessité d'une mesure concrète, de préférence

(M. Terrefe, Ethiopie)

sous forme d'accords, interdisant la fabrication, le stockage, le déploiement et l'utilisation des armes à neutrons. Compte tenu du paragraphe 50 du Document final, le Comité du désarmement pourrait jouer un rôle actif et constructif dans la préparation et la conclusion d'accords de ce genre. Le projet de convention contenu dans le document CCD/559, présenté par un groupe de pays socialistes dès le mois de mars 1978, pourrait aussi servir de base pour de tels accords. A ce propos, nous appuyons la création d'un groupe de travail spécial sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons, telle qu'elle est proposée dans le document CD/219. J'aimerais conclure ma brève intervention en soulignant de nouveau les craintes de ma délégation devant les récents événements qui semblent avoir leur origine dans les "doctrines de dissuasion nucléaire" camouflées et la croyance trompeuse qu'il est possible de mener et de gagner une guerre nucléaire limitée. Consciemment ou inconsciemment, les tenants de cette philosophie contribuent à la prolifération des armes nucléaires, menaçant ainsi la paix et la sécurité internationales, et, par leurs provocations, ils violent de façon répétée les principes de la Charte des Nations Unies, les décisions de l'Organisation des Nations Unies et les aspirations de la communauté mondiale à la paix et à la compréhension internationales. Nous espérons très sincèrement que, l'année prochaine, le Comité du désarmement travaillera dans un climat international plus propice et qu'il obtiendra davantage de résultats concrets, de façon à contribuer substantiellement au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de l'Ethiopie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon endroit.

U SAW HLAING (Birmanie) (traduit de l'anglais) : A la 146ème séance plénière du Comité du désarmement, le Groupe des 21 a eu l'occasion de présenter au Comité un document de travail sur les principes du Programme global de désarmement.

Aujourd'hui, au nom du Groupe des 21 et en qualité de coordonnateur de ce Groupe, je voudrais présenter au Comité le document de travail de ce Groupe sur le chapitre du Programme global de désarmement intitulé "Mesures".

Le Groupe a déjà soumis au Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement une série de documents de travail (CD/CPD/WP.36 et Add.1, 2 et 3).

Le document que je vais présenter constituera une note explicative concernant ces documents de travail. Je crois comprendre que ce document, ainsi que les documents de travail susmentionnés du Groupe, sera distribué en tant que document officiel du Comité sous la cote CD/223. La note explicative se lit comme suit :

"Au cours des négociations au sein du Groupe de travail sur un programme global de désarmement, les délégations membres du Groupe des 21 ont soumis un document (CD/CPD/WP.36, Add.1, Add.2 et Add.3) exposant d'une façon détaillée les mesures spécifiques à inclure dans un programme global de désarmement en quatre phases d'application. Les formulations concernant ces mesures spécifiques, qui constituent le plus grand dénominateur commun réalisé au sein du Groupe des 21 à l'étape actuelle, sont de nature provisoire. Toute délégation peut, quand elle l'estime nécessaire, proposer des révisions, modifications et formulations additionnelles en ce qui concerne le contenu de ce chapitre.

(U Saw Hlaing, Birmanie)

Bien que provisoire, le présent document illustre d'une façon assez claire ce que devrait être, pour l'essentiel, la teneur du chapitre relatif aux mesures. Le Groupe des 21 a donc conclu qu'il serait utile de le soumettre au Comité avant la fin de sa session de 1981." (CCD/223, page 1).

Ma deuxième intervention a trait à la Déclaration du Groupe des 21 au sujet des conclusions de la troisième session annuelle du Comité du désarmement. Le texte de cette Déclaration est ainsi conçu :

"Le Groupe des 21 regrette que les tendances défavorables de la situation internationale qu'il avait relevées à la fin de la session de 1980 du Comité du désarmement aient continué de prévaloir au cours de la troisième session annuelle du Comité. Faute de volonté politique de la part de certaines grandes puissances, le Comité n'a pu réaliser aucun progrès sensible dans la négociation sur la plupart des points de son ordre du jour, particulièrement sur ceux auxquels l'Assemblée générale des Nations Unies a accordé la priorité la plus élevée, à savoir l'interdiction des essais nucléaires et la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Le Groupe des 21 est profondément préoccupé par cette tendance, qui affecte sérieusement l'efficacité du Comité en tant qu'organe multilatéral unique de négociation dans le domaine du désarmement.

Le Groupe des 21 réaffirme sa croyance et sa foi en l'approche multilatérale à toutes les questions de désarmement et estime que les groupes de travail spéciaux se sont avérés constituer le meilleur mécanisme disponible pour la conduite efficace de négociations de fond sur le désarmement au sein du Comité.

Le Groupe des 21 regrette profondément qu'au cours de la session de 1980 le Comité ait été de nouveau mis dans l'impossibilité de constituer un groupe de travail spécial pour entreprendre des négociations multilatérales sur la portée, les arrangements de vérification et les clauses finales d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, comme le Groupe l'avait proposé. Etant donné que la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement se tiendra l'année prochaine, le Groupe réaffirme l'importance politique qu'il y a à entreprendre des négociations sur une interdiction des essais d'armes nucléaires au Comité du désarmement au début de sa prochaine session.

Il est d'autre part regrettable que les parties qui se sont engagées dans des négociations trilatérales sur cette question n'aient répondu ni conjointement ni individuellement aux questions que les membres du Groupe des 21 leur avaient posées dans le document CD/181 afin d'obtenir des éclaircissements sur divers points qui présentent une importance vitale tant pour les Etats dotés d'armes nucléaires que pour les Etats qui en sont dépourvus. Le Groupe invite les Etats concernés à répondre au plus tôt à ces questions.

Au cours de la troisième session annuelle, les membres du Groupe des 21 ont mis l'accent sur les risques que comporte la poursuite de la course aux armements et sur la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire. Le Groupe des 21 est convaincu que la poursuite de l'escalade quantitative et qualitative des armes nucléaires compromet directement et gravement les intérêts vitaux de la sécurité de tous les pays, tant pourvus que dépourvus d'armes nucléaires. Dans le document CD/180, convaincu que les questions de désarmement nucléaire ont des répercussions sur la sécurité du monde entier, le Groupe des 21 a recommandé l'établissement d'un groupe de travail spécial

(U Saw Hlaing, Birmanie)

du Comité du désarmement pour entreprendre sans retard des négociations sur certaines questions concrètes concernant le désarmement nucléaire, particulièrement l'élaboration des étapes du désarmement nucléaire envisagées au paragraphe 50 du Document final. Il y a lieu de regretter qu'aucun consensus n'ait pu être réalisé sur cette proposition au cours de la session de 1981 du Comité, ce qui a mis l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement dans l'impossibilité d'entreprendre des négociations concrètes sur une des questions de son ordre du jour ayant la priorité la plus élevée.

Le Groupe des 21 déplore qu'aucun consensus n'ait pu être réalisé pour donner au Groupe de travail spécial des armes chimiques mandat de négocier sur une convention multilatérale. Le Groupe des 21 se félicite des travaux intensifs et rationnels effectués par le Groupe de travail spécial. Il attache une importance particulière au fait qu'au Groupe de travail toutes les questions pertinentes qui se posent ont été soumises et examinées en profondeur et que le Comité dispose maintenant d'une base solide pour négocier le texte d'une convention visant à interdire et éliminer totalement les armes chimiques. Il est indispensable qu'au début de sa session de 1982 le Comité donne au Groupe de travail le mandat bien défini de négocier d'urgence le texte d'une telle convention.

Le Groupe des 21 attache une importance considérable à l'adoption du Programme global de désarmement à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Pour être significatif, le Programme doit prévoir des mesures concrètes de désarmement par phases définies menant à l'objectif du désarmement général et complet dans un cadre temporel convenu. Conformément aux dispositions du paragraphe 38 du Document final, qui se réfère entre autres choses à la négociation d'un traité sur le désarmement général et complet, le Programme global de désarmement doit créer l'obligation de la part de tous les Etats de mettre en oeuvre les mesures prévues dans le Programme.

Le Groupe des 21 a soumis un document de travail prévoyant des mesures spécifiques de désarmement à inclure dans les diverses phases d'un Programme global de désarmement, ainsi qu'un document de travail sur les principes sous-jacents à un tel programme. Il invite toutes les délégations à prendre l'initiative et à soumettre des propositions menant à l'adoption d'un Programme global de désarmement, tel qu'il est conçu dans les dispositions pertinentes du Document final.

Le Groupe des 21 recommande que des négociations plus intensives soient menées dès le début de 1982 au sein du Groupe de travail spécial sur le Programme global de désarmement afin d'assurer l'adoption d'un Programme à la deuxième session extraordinaire.

La position du Groupe sur le problème des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires a déjà été définie à de précédentes occasions (CD/50 et CD/134). Le Groupe est persuadé que les garanties les plus efficaces contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires sont la réalisation du désarmement nucléaire et l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires. Le Groupe réitère son opinion selon laquelle les Etats dotés d'armes nucléaires ont obligation de garantir catégoriquement les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

(U Saw Hlaing, Birmanie)

Les membres du Groupe des 21 ont donné leur appui et leur contribution active aux négociations menées au sein du Groupe de travail spécial en vue de parvenir à un accord sur une approche ou formule commune qui puisse être incluse dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant. Le Groupe recommande que les négociations sur cette question soient activement poursuivies à la prochaine session du Comité. A son avis, il est possible de parvenir à un accord sur cette question avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, pour autant que certains Etats dotés d'armes nucléaires révisent leurs positions inspirées de leurs doctrines stratégiques nucléaires qui jusqu'ici ont empêché de progresser vers une approche commune acceptable par tous.

Au cours de la négociation d'une convention sur les armes radiologiques, le Groupe des 21 a recommandé que la définition de ces armes soit précise et complète, et ne comprenne aucune clause d'exclusion en ce qui concerne les armes nucléaires.

Le Groupe des 21 estime qu'il existe un risque très réel de destruction massive par dissémination de substances radioactives à la suite d'attaques contre des installations nucléaires. Dans ce contexte, le Groupe a suggéré au sein du Groupe de travail pertinent qu'il soit sérieusement envisagé d'inclure un engagement de ne jamais attaquer ou endommager délibérément de telles installations ainsi que d'interdire la guerre radiologique.

Le Groupe des 21 a recommandé que la conclusion proposée contienne un engagement explicite concernant l'application à bref délai de mesures relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et à la réalisation du désarmement nucléaire. Le Groupe des 21 réaffirme le droit inaliénable de tous les Etats de mettre au point et d'appliquer leurs programmes relatifs aux utilisations pacifiques des matières radioactives et des sources de rayonnement, y compris l'énergie nucléaire, ainsi que le droit d'accéder aux matières, équipements, informations et techniques y relatifs et de les acquérir. A cet égard, la nécessité de renforcer la coopération internationale a également été soulignée. Ces questions demeurent à résoudre comme un certain nombre d'autres. De l'avis du Groupe des 21, l'accord sur une convention relative aux armes radiologiques pourrait être réalisé pour peu qu'un effort sincère soit déployé dans le cadre des négociations afin de tenir compte des positions et des vues de tous les membres du Comité du désarmement.

Le Groupe des 21 estime indispensable l'ouverture de négociations concrètes sur des mesures efficaces ayant pour objet de réduire les tensions internationales actuelles, d'arrêter et d'inverser la course aux armements, particulièrement aux armements nucléaires, et d'écarter le danger toujours plus grand de guerre, et en particulier de guerre nucléaire.

Si le Comité du désarmement s'avère incapable d'entreprendre des négociations concrètes et de conclure des accords spécifiques sur les questions prioritaires de son ordre du jour avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, la situation en résultant devra être examinée au cours de ladite session."

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : La dernière phrase du septième paragraphe de la déclaration du Groupe des 21 dont vient de donner lecture son coordonnateur et qui porte la cote CD/222, a fait l'objet de longues délibérations au sein du Groupe. Comme cela arrive très souvent, elle n'est pas, de l'avis de ma délégation, aussi claire que cela eût été souhaitable. C'est pourquoi ma délégation

(M. Garcia Roblès, Mexique)

tient à indiquer brièvement le sens et la portée qu'elle lui attribue. Ma délégation interprète l'obligation mentionnée dans la dernière phrase du septième paragraphe comme l'obligation de procéder, dès l'adoption du Programme global de désarmement, à des négociations intensives en vue de conclure des accords juridiquement contraignants garantissant l'exécution efficace des mesures prévues dans le Programme. J'avais demandé la parole uniquement à cette fin. Mais le représentant de la Mongolie a ensuite fait allusion dans son intervention à un aspect des travaux du Groupe concernant le Programme global de désarmement qui, à notre avis, mérite aussi un bref éclaircissement. Si j'ai bien compris ce qu'il a dit au sujet du mécanisme et de la procédure, le Programme global de désarmement ne devrait pas comprendre de dispositions mais uniquement se reporter aux dispositions du Document final. Cette question a déjà été posée au Groupe de travail spécial sur un Programme global de désarmement. Néanmoins, puisque, comme on le sait, il n'y a pas de comptes rendus pour les réunions du Groupe de travail, je voudrais répéter ce que j'ai dit à différentes reprises devant lui, à savoir que le Comité du désarmement a fait sienne l'année passée la décision qui figurait dans le paragraphe 10 de son rapport; j'en reprendrai les termes : "Le Programme global doit présenter un caractère autonome" ou comme on le dit en anglais être "self-contained". En conséquence cette décision reste entièrement valable et le restera à moins que le Comité ne finisse par décider de la modifier.

M. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : J'ai demandé la parole à ce stade pour qu'il soit pris acte que ma délégation regrette profondément que le Comité du désarmement se soit trouvé dans l'impossibilité de prendre une décision en faveur de la création d'un groupe de travail sur les armes à neutrons à cause de l'opposition de certains Etats.

Il est également regrettable que l'on ait essayé de lier cette question à d'autres aspects qui n'ont rien à voir avec l'arme à neutrons. Le caractère particulièrement inhumain, comme la nature même, de cette arme, qui tend à abaisser le prétendu seuil nucléaire est une raison plus que suffisante pour que le Comité du désarmement décide de créer de toute urgence un groupe de travail sur cette question.

Un fait est réel, c'est que la décision d'entreprendre la fabrication et le stockage des armes à neutrons non seulement amorce une nouvelle spirale de la course aux armements, mais essaie de mettre en pratique la doctrine de guerre nucléaire limitée et crée des obstacles sérieux aux négociations sur le désarmement. Cela explique l'appui que ma délégation a apporté, à tout moment, à la proposition tendant à ce que le Comité commence dès que possible l'examen de cette question par le biais de négociations concrètes dans un groupe de travail.

Je donnerai ici lecture de la déclaration faite hier par le Ministère des relations extérieures de Cuba à ce sujet.

"Le 8 de ce mois, les agences de presse internationales ont annoncé que, selon des informations présentées par des porte-parole de la Maison Blanche, le Président américain Ronald Reagan avait décidé, au cours d'une réunion du Conseil national de sécurité, d'autoriser la fabrication de la bombe à neutrons, ou 'arme à rayonnement intensifié', pour utiliser le langage technique de ses inventeurs.

Vingt-quatre heures à peine après cette annonce, les mêmes agences de presse, y compris celles dont le siège est aux Etats-Unis, se chargeaient d'offrir de nouveaux détails sur la question.

(M. Sola Vila, Cuba)

En effet, la décision de fabriquer la bombe à neutrons n'avait pas été prise le 8 août, mais le 6, date du 36ème anniversaire du bombardement criminel contre Hiroshima et Nagasaki, qui a fait, directement ou indirectement, plus de 200 000 victimes; et ce jour-là, non seulement se tenait à Nagasaki le Congrès mondial de 1961 contre les bombes atomiques et les bombes à hydrogène, mais aussi la Marche pour la paix de 1981 parcourait diverses villes d'Europe occidentale, de Copenhague à Paris, et ses participants se déclaraient contre les armes nucléaires.

On se rappellera que l'administration de l'ex-Président Carter avait décidé la fabrication de la bombe à neutrons, qui, comme on le sait, annihile tous les êtres humains en laissant intactes les installations, mais que la réaction internationale de refus l'avait conduite en avril 1978 à revenir sur sa décision.

Maintenant, non seulement M. Reagan décide de nouveau de faire ce à quoi Carter avait renoncé; mais il va plus loin : il se moque publiquement et cyniquement de la communauté internationale, en prenant la décision coupable de fabriquer ces armes d'extermination massive le jour même où, voilà 36 ans, l'administration du Président Truman ordonnait une attaque nucléaire contre les villes japonaises.

Tel est le visage du pays qui a prétendu s'ériger en défenseur des droits de l'homme dans le monde entier et qui, aujourd'hui, affirme vouloir combattre le terrorisme international.

Il est impossible de trouver un meilleur exemple de terrorisme international que la politique actuelle du Gouvernement des Etats-Unis. Les actes de ce gouvernement le montrent clairement.

La décision de fabriquer et de stocker sur le territoire américain les bombes à neutrons est un défi à l'opinion publique internationale et à tous les gouvernements, mais elle constitue en même temps et avant tout un grand défi au peuple américain et aux peuples d'Europe occidentale. Les uns, aujourd'hui, et les autres demain, auront sur leur sol cet engin scientifique diabolique, mis au service d'intérêts bellicistes et conçu pour le génocide.

C'est au peuple des Etats-Unis et aux peuples d'Europe occidentale, qui aiment et désirent la paix et sont pour la détente internationale, et ne désirent pas être précipités dans une guerre nucléaire dont l'humanité tout entière serait victime, qu'il appartient aujourd'hui de dire ce qu'ils pensent.

Le souvenir de l'attaque surprise lancée le 7 juin dernier par l'aviation israélienne contre des installations nucléaires irakiennes à des fins pacifiques et pour laquelle furent utilisés des avions F-15 et F-16 ultramodernes et sophistiqués fournis par les Etats-Unis, est encore frais dans les mémoires.

Qui peut assurer qu'après avoir été conçues pour un théâtre européen, dans le but de neutraliser une attaque massive de blindés - à ce qu'on dit -, ces armes ne seront pas utilisées demain par les sionistes, amis des Etats-Unis, contre les pays arabes et le peuple palestinien ? Ou que la capitale de l'apartheid, protégée des Etats-Unis, ne s'en servira pas contre les pays africains progressistes ?

Evidemment, la décision du Président Reagan de fabriquer l'arme à neutrons ne préoccupe pas seulement le peuple américain ou les peuples d'Europe. Elle est un défi à tous les peuples du monde, et la condamnation doit s'entendre dans tous les coins de la planète.

La décision américaine intervient après les pressions qui ont été exercées sur les pays de l'OTAN pour qu'ils augmentent leur budget militaire de façon astronomique, et après qu'on leur a imposé l'installation, à partir de 1983, de 572 missiles nucléaires de portée moyenne. Parallèlement à ce qui précède, les Américains continuent de prendre des mesures en vue de la création d'une force importante à déploiement rapide pour intervenir là où leurs intérêts pourraient être en danger, et il ne faut pas oublier que leur présence militaire dans l'océan Indien et leur réseau de bases et d'installations militaires croissent sans limites, préoccupant gravement tous les pays du monde.

Comme si ce qui précède ne suffisait pas, il faudrait encore se rappeler que presque en même temps qu'a été prise la décision de fabriquer une bombe à neutrons, ont commencé les manoeuvres militaires intitulées 'Ocean Venture 81', qui sont les plus grandes manoeuvres réalisées depuis la deuxième guerre mondiale par les Etats-Unis et les pays de l'OTAN, et qu'elles se dérouleront dans l'Atlantique Nord et l'Atlantique Sud, ainsi que dans la mer du Nord et la Baltique, et également dans la mer des Caraïbes, y compris sur le territoire illégalement occupé par la base navale de Guantánamo, et qu'elles coïncideront, dans ce dernier cas, avec les simulacres de guerre, appelés Unitas XXII, des Etats-Unis et de quelques pays latino-américains.

La décision de construire la bombe à neutrons est un pas de plus dans la course aux armements provoquée par les Etats-Unis, et met en péril la paix et la sécurité internationales.

Voilà comment le Gouvernement des Etats-Unis sabote les accords et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, qu'il s'est lui-même engagé à respecter au moment de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement - dont l'objectif est de freiner la course aux armements et de l'inverser, et de prendre des mesures conduisant à un désarmement général et complet sous contrôle international - et alors que sous l'égide de l'ONU se prépare la tenue, en 1982, de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, dont on espère qu'elle prendra des décisions importantes conduisant à l'adoption de véritables mesures de désarmement.

Ils ne manquent pas ceux qui, dans un vacarme effréné, attisent la flamme de la guerre et s'apprêtent à faire des déclarations insensées. En effet, à peine 24 heures après que fut connue la décision yankee, la coterie au pouvoir en Chine a exprimé, par l'intermédiaire de ses organes de presse, sa satisfaction devant la mise en fabrication de la bombe à neutrons aux Etats-Unis, indiquant qu'elle aimerait voir ces bombes installées en Europe.

Certains continuent de croire à la fausse théorie de la guerre nucléaire limitée et, ce qui est pire, de penser qu'en cas d'affrontement, ils demeureraient à l'écart de tout conflit qui pourrait éclater.

De semblables attitudes ne sont concevables que chez des êtres qui n'éprouvent pas un minimum de respect non seulement pour leur peuple, mais aussi pour l'existence même de l'humanité.

Le Ministère des relations extérieures de la République de Cuba condamne de la façon la plus énergique la décision de l'administration américaine de fabriquer la bombe à neutrons, et il souligne que toute la responsabilité du préjudice que cela portera à la paix et à la sécurité internationales retombera entièrement sur le Gouvernement des Etats-Unis et ceux qui le secondent dans ses desseins."

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Nous reprendrons donc la séance plénière cet après-midi à 15 h 30. Nous adopterons alors les rapports des groupes de travail et examinerons le document CD/219 en vue de prendre une décision.

Nous espérons faire distribuer les résultats des travaux du Groupe de rédaction au cours de la séance plénière cet après-midi. Nous suspendrons alors la séance pour nous réunir en réunion officieuse afin d'examiner les dernières parties du rapport annuel. J'envisage de convoquer notre dernière séance plénière demain à 18 heures, heure à laquelle tous les documents devraient être prêts.

La séance est suspendue à 13 heures; elle est reprise à 15 h 30.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Nous reprenons les travaux de la 148ème séance plénière du Comité du désarmement. Vous vous souviendrez qu'à notre dernière séance plénière, le représentant de la Mongolie, M. l'Ambassadeur Erdembileg, a présenté le document CD/219 intitulé : "Déclaration d'un groupe de pays socialistes sur la nécessité de créer d'urgence au Comité du désarmement un groupe de travail spécial sur la question de l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons". Les auteurs de ce document ont demandé que leur proposition soit examinée par le Comité à cette séance plénière et qu'une décision soit prise à son sujet. La proposition contenue dans le document CD/219 soulève-t-elle une objection?

M. FLOWERREE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Si ce que vous demandez est de prendre une décision sur le document CD/219 qui, comme je crois le comprendre, propose de créer d'urgence un groupe de travail spécial sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons, il me faudra bien entendu faire des réserves sur cette proposition. Je limiterai mes observations à cette question et n'essayerai pas de répondre à certaines déclarations tendancieuses qui ont été faites aujourd'hui à propos de la politique de mon pays dans ce domaine ou à d'autres sujets, et en particulier à la déclaration du représentant de Cuba qui contient trop d'affirmations outrageantes pour mériter une réponse qui lui conférerait de l'importance. Je m'y contrains par respect pour le Comité qui a besoin de faire le meilleur usage possible des quelques heures précieuses qui lui restent. Or comme le suggère le titre de la proposition contenue dans le document CD/219, nous traitons d'une question concernant l'interdiction des armes nucléaires. Comme un certain nombre d'orateurs l'ont fait observer au cours de nos réunions officieuses, pourquoi faut-il traiter seulement d'un seul type d'armes nucléaires et laisser les autres à l'écart?

En fait, les armes les plus létales et les plus destructrices, celles qui ont été réellement déployées, ne seraient pas examinées dans le cadre de cette proposition.

L'arme nucléaire dite à neutrons, désignée de façon plus correcte sous le nom d'"arme à rayonnement intensifié" n'est qu'une variante possible dans la vaste gamme des armes nucléaires. Chacune, y compris l'arme à rayonnement intensifié, produit un effet de souffle, un effet thermique et un rayonnement immédiat et résiduel. Ces effets varient selon le modèle, la puissance et même en fonction d'autres paramètres comme la hauteur de l'explosion. Ainsi peut-on faire toutes sortes de distinctions entre les armes nucléaires. Mais le fait demeure que toutes peuvent tuer et provoquer des dommages à des degrés divers pouvant aller jusqu'à la catastrophe comme ce serait le cas avec les plus puissantes ogives de missiles balistiques intercontinentaux et

(M. Flowerree, Etats-Unis d'Amérique)

et à moyenne portée. En conséquence, rien ne semblerait justifier que l'on aborde le désarmement nucléaire de façon sélective en se concentrant sur une variante particulière donnée des armes nucléaires, d'autant qu'il s'agit de l'une des armes nucléaires les moins destructrices qui est conçue pour être placée dans les obus d'artillerie et les fusées à courte portée. La question du choix de cette approche sélective dans le document CD/219 reste alors posée. Comme les Etats-Unis l'ont fait observer à maintes reprises, l'arme à rayonnement intensifié a un caractère défensif et ne vise, si elle est jamais déployée, qu'à dissuader toute attaque. Son utilisation ne serait envisagée que dans des situations extrêmes qui, espérons-le, ne se produiront jamais pour répondre à une attaque massive de formations blindées. Un coup d'oeil au déploiement des forces en Europe pourrait suggérer la réponse à la question de savoir pourquoi les auteurs du CD/219, qui sont presque tous membres du Pacte de Varsovie, insistent sur cette proposition - il y a plus de 40 000 chars du Pacte de Varsovie contre quelque 11 000 chars de l'OTAN en Europe.

L'argument a également été avancé que le danger de guerre nucléaire se trouve accru par la mise en fabrication de l'arme à rayonnement intensifié car la tentation de l'utiliser pourrait être plus forte et son existence faciliter quelque peu le franchissement du seuil qui sépare de la guerre nucléaire. J'ai traité de cette question dans mon intervention du 13 août. J'ai fait observer que l'arme à rayonnement intensifié est tout de même une arme nucléaire et que la décision de l'utiliser ne serait pas plus facile à prendre que la décision d'utiliser toute autre arme nucléaire. La possibilité d'une réaction destructrice, sans discrimination, de l'autre partie, resterait élevée, comme le serait celle d'une escalade nucléaire.

C'est pour cette raison et d'autres que ma délégation ne croit pas que la création de toute urgence d'un groupe de travail chargé de négocier une convention sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons soit justifiée. L'introduction de cette proposition à cette date tardive de notre session et dans les circonstances actuelles nous amène à conclure qu'il ne s'agit pas d'une proposition sérieuse de désarmement.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Ma délégation a écouté attentivement les arguments avancés hier et aujourd'hui au sujet de la création immédiate d'un groupe de travail sur les armes nucléaires à neutrons. J'ai déjà présenté quelques observations. Je pense qu'il y a trois grandes questions à considérer :

- i) Y a-t-il une urgence exceptionnelle à créer un tel groupe de travail?
- ii) Convient-il d'isoler les armes à neutrons pour les traiter à part dans ce Comité?
- iii) Les armes à neutrons constituent-elles une menace nouvelle et immédiate à la paix, comme certaines délégations essaient de le faire accroire?

Le point de vue de ma délégation sur ces trois questions est le suivant : Pour ce qui est de "l'urgence exceptionnelle", nous ne pensons pas que la décision du Gouvernement des Etats-Unis de fabriquer et de stocker une arme qui est destinée à répondre à une menace éventuelle mais, j'en suis certain, non immédiate, d'une guerre de chaos en Europe justifie de notre part une mesure qui est presque une mesure d'urgence. Comme je l'ai bien précisé, les Etats-Unis ont pris cette décision à titre de précaution, et cela n'implique aucun déploiement d'armes à rayonnement intensifié.

Pour ce qui est de la deuxième question, qui est de savoir s'il y a intérêt à isoler les armes à neutrons pour négocier une convention à leur sujet, je pense que l'arme à neutrons entre dans la définition des armes nucléaires. Ma délégation n'a cessé de faire observer que la seule voie sûre pouvant mener à une limitation efficace des armements nucléaires est la négociation entre les puissances nucléaires, en particulier les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il nous semble évident que ces négociations doivent se dérouler entre les Etats qui devront accepter l'obligation de limiter et de réduire leur armement nucléaire. C'est pourquoi mon gouvernement n'a jamais compris comment la négociation d'accords de limitation des armements nucléaires peut être initialement menée par ce Comité de façon générale.

Quant à la troisième question, qui est de savoir si les armes à neutrons et l'objectif de dissuasion qui serait le leur constituent une menace éventuelle à la paix, je répéterai ici ce que j'ai déjà dit en séance plénière le 18 août : on prétend que, du fait que les armes à rayonnement intensifié sont conçues en tant qu'armes tactiques de courte portée, cela prouverait en quelque sorte que les membres du Traité de l'Atlantique Nord se préparent pour une "guerre nucléaire limitée". L'argument est que l'OTAN est en train de prendre un virage dangereux et qu'elle s'écarte quelque peu de la notion de dissuasion. Les allégations qui impliquent que l'OTAN a l'intention de renoncer à son rôle et à sa position purement défensive sont complètement dénuées de fondement. En réalité, les arguments de ce type sont si manifestement faux qu'ils en sont malveillants et visent, semble-t-il, à créer la crainte et l'anxiété là où ce n'est pas justifié.

En résumé, ma conclusion est, pour toutes les raisons que je viens d'exposer, qu'il n'y a pas lieu de créer dans l'immédiat un groupe de travail du Comité du désarmement pour traiter de la question des armes à neutrons.

M. de la GORCE (France) : La délégation française a fait connaître son attitude sur la proposition qui nous est présentée lors de la séance privée que nous avons tenue hier. Elle confirme aujourd'hui cette position. Pour les raisons exposées lors d'une précédente séance plénière, nous considérons que l'arme à radiation renforcée relève du problème d'ensemble posé par la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire; il n'y a donc pas lieu, selon nous, de lui réserver un traitement particulier et de prévoir en ce qui la concerne des dispositions conventionnelles de caractère spécifique. La création d'un groupe de travail chargé de négocier à ce sujet ne nous paraît donc pas justifiée. Les discussions qui pourraient être souhaitées au sujet de cette arme trouveront normalement leur place à notre prochaine session lors des séances officielles que le Comité voudra sans doute, comme nous le souhaitons, consacrer à l'examen des questions relatives à la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Compte tenu de la discussion, allez-vous prendre la parole contre cette proposition Monsieur l'Ambassadeur? J'ai vu le distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Est-ce pour parler contre cette proposition?

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique exprime son profond mécontentement devant l'absence de consensus ...

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : J'ai demandé s'il y avait quelque objection à la proposition contenue dans le document CD/219. J'aimerais, si possible, conclure ce débat sur la décision du Comité quant à cette proposition. Ensuite, si vous êtes d'accord, nous pourrions entendre les représentants qui souhaiteraient réfuter les arguments qui ont été élevés contre cette proposition. Cela vous convient-il ? Il ressort de la discussion qui vient d'avoir lieu sur ce point qu'il n'y a pas de consensus sur la proposition contenue dans le document CD/219, laquelle n'est donc pas adoptée.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : La délégation soviétique exprime son profond mécontentement devant l'absence de consensus sur le document présenté par un groupe de pays socialistes, qui contient une proposition tendant à entreprendre sans retard au Comité des négociations sur la question de l'établissement d'un projet de convention internationale sur l'interdiction des armes à neutrons, et à créer à cette fin un groupe de travail spécial. A présent, nous voudrions souligner à nouveau qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une question exceptionnellement importante et urgente qui est directement liée à la sécurité internationale et au désarmement et qui touche au destin même des peuples, étant donné que l'apparition de l'arme à neutrons accroît sensiblement le danger de déclenchement d'une guerre nucléaire. Dans ces conditions, nous considérons comme dénuées de tout fondement les tentatives de certaines délégations de minimiser le danger de cette arme et de dissimuler toute une série d'aspects négatifs de la décision prise par l'Administration des Etats-Unis d'Amérique.

La délégation soviétique ne manquera pas de poursuivre ses efforts visant à résoudre le problème de l'interdiction des armes à neutrons par la mise hors la loi de ces armes. Nous tenons à rappeler, une fois de plus, la déclaration faite par le Chef de l'Etat soviétique, L.I. Brejnev, qui a dit ce qui suit :

"Pour notre part, nous confirmons que nous ne commencerons pas à la fabriquer - c'est-à-dire l'arme à neutrons - si elle n'apparaît pas chez d'autres Etats, et nous sommes prêts à conclure une fois pour toutes un accord interdisant cette arme."

Ainsi que nous l'avons déjà souligné, dans la situation qui s'est créée l'Union soviétique ne saurait demeurer et ne demeurera pas un spectateur passif.

Je voudrais maintenant dire quelques mots concernant les débats, y compris les déclarations qui ont été faites aujourd'hui. Aujourd'hui encore, nous n'avons entendu rien de nouveau. On nous a demandé pourquoi nous avons évoqué cette question. A cela nous avons répondu que c'est parce que le Président Reagan a pris, il y a un peu plus de dix jours, une décision concernant la fabrication des armes à neutrons. Bien entendu, nous n'aurions pas évoqué cette question à l'heure actuelle si le Président Reagan n'avait pas pris cette décision le 6 août. Deuxièmement, on nous a demandé pourquoi nous considérons que cette question est urgente et nous avons expliqué qu'elle l'était parce que la création de l'arme nucléaire accroît le danger de déclenchement d'une guerre nucléaire. Je pense que c'est clair et net. On nous a demandé pourquoi nous proposons d'examiner cette question séparément. A cela nous avons répondu que nous étions prêts à l'examiner dans le cadre d'un groupe de travail spécial. Nous sommes prêts à l'examiner dans le cadre d'une interdiction des armes nucléaires, question pour laquelle les mêmes Etats se sont opposés à la création d'un groupe de travail. Nous avons

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

également déclaré que nous étions prêts à entendre toutes contre-propositions sérieuses. Mais nous n'en avons entendu ni hier, ni aujourd'hui. On nous dit, enfin, que nous suscitons la peur par notre proposition. Je m'excuse, Monsieur le Président mais seuls ceux qui ne lisent même pas les journaux peuvent dire cela. Ce n'est pas nous qui suscitons la peur, mais bien la bombe à neutrons. Il suffit de descendre d'un étage, et de prendre n'importe quel journal publié dans n'importe quelle langue pour comprendre que ce n'est pas l'intervention de la délégation soviétique et sa proposition de créer un groupe de travail qui suscitent la peur et que les peuples protestent non pas contre la création d'un groupe de travail, mais contre la fabrication d'armes à neutrons.

Enfin, un dernier point. Nous avons l'habitude d'écouter avec attention et sérieux ce qui se dit au cours des discussions au Comité. On vient tout juste de nous déclarer qu'en réalité seuls les pays du Pacte de Varsovie préconisent l'interdiction des armes à neutrons et que ce sont leurs délégations qui agitent cette question. Pour l'information de la délégation américaine, au cours de ces derniers jours de la session de 1981 pas moins de 21 Etats ont pris la parole au sujet de la question de l'arme à neutrons et celle-ci a été vigoureusement condamnée aussi bien par des représentants d'un groupe de pays socialistes que par des représentants d'Etats non alignés. C'est pourquoi vouloir déformer l'essence et la nature de cette discussion est pour le moins indigne d'une délégation sérieuse.

Pour conclure, je voudrais appeler l'attention sur encore un autre point : plusieurs délégations, en particulier celle du Pakistan, se sont déclarées préoccupées non seulement par la fabrication d'armes à neutrons, mais aussi par le déploiement de certains types d'armes à charge nucléaire, en particulier d'armes à rayon d'action moyen. Je citerai en l'occurrence un extrait du discours que le Président L.I. Brejnev a prononcé au cours d'un dîner donné en l'honneur de Willy Brandt, le 30 juin 1981 :

"L'Union soviétique est prête à arrêter le déploiement de ses fusées de moyenne portée dans la partie européenne du pays le jour même où commenceront des négociations portant sur le fond de la question. Mais cela, bien entendu, seulement au cas où les Etats-Unis nous diront qu'eux aussi s'abstiendront durant les négociations, de renforcer leur potentiel nucléaire de moyenne portée en Europe."

L'Union soviétique a déclaré à maintes reprises qu'elle était prête à limiter et à interdire n'importe quel type d'arme, mais, bien entendu, sur une base de réciprocité et sans qu'il soit porté atteinte à la sécurité de l'une ou l'autre des parties.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Au nom des auteurs du document CD/219, permettez-moi de vous remercier, Monsieur le Président, de vos efforts visant à ce que le Comité examine, en séance officielle, et aujourd'hui aussi en séance plénière, la proposition des pays socialistes sur la nécessité de créer d'urgence dans le cadre du Comité du désarmement un groupe de travail spécial pour l'élaboration d'une convention internationale sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons.

Je voudrais souligner notamment que cette initiative importante et opportune des pays socialistes a été accueillie avec beaucoup d'attention au Comité et a été appuyée par de nombreuses délégations.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Mais il faut regretter qu'en raison de la position connue de plusieurs pays occidentaux, le Comité n'ait pu prendre aujourd'hui une décision positive sur cette question importante. Ayant déjà empêché le Comité de décider la création de groupes de travail spéciaux en vue d'engager des entretiens sur la question du désarmement nucléaire et aussi sur celle de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, les représentants de ces pays ont de nouveau adopté une position négative à l'égard de l'importante question qui fait l'objet du document CD/219, et qui ne souffre aucun nouveau retard.

Après avoir écouté les déclarations de plusieurs représentants de pays occidentaux pendant la séance plénière d'aujourd'hui, je voudrais déclarer ce qui suit : Je n'ai absolument pas saisi le sens de la déclaration de M. Flowerree, représentant des Etats-Unis.

Après que le représentant de l'Union soviétique, M. Issraclyan eut parlé, il a dit que cette déclaration confirmait complètement celle qu'il avait faite. Mais je voudrais faire remarquer qu'aujourd'hui, dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis a dit qu'à son avis ce dont on discute ici, c'est du type d'armes nucléaires le moins destructeur. Une telle déclaration confirme précisément nos inquiétudes. Il est totalement illégitime de prétendre que l'arme nucléaire neutronique soit une arme "propre" "défensive" ou "humanitaire". Les représentants des pays occidentaux ont prétendu aussi que la proposition des pays de la communauté socialiste ne serait pas sérieuse. Je laisse aux représentants des pays occidentaux la responsabilité morale de cette déclaration, mais je voudrais demander aux membres du Comité : faut-il considérer comme sérieuse l'initiative prise par les pays occidentaux pour bloquer la proposition de création d'un groupe de travail chargé d'étudier la question du désarmement nucléaire et celle de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires ? Pour notre part, nous déclarons sincèrement que les délégations qui ont empêché le Comité de prendre une décision positive sur une question aussi urgente et exceptionnellement importante, assument de graves responsabilités.

Quant à la position de principe des pays socialistes, elle demeure exposée dans leurs déclarations et aussi dans le document CD/219 et dans d'autres documents présentés officiellement au Comité du désarmement.

Les Etats socialistes membres du Comité du désarmement sont prêts à examiner dès maintenant toute autre proposition constructive visant à interdire dans les plus brefs délais ce type le plus barbare d'armes de destruction massive qu'est l'arme nucléaire à neutrons.

En conclusion, permettez-moi de porter à votre connaissance, et aussi à celle des membres du Comité, que le Ministère des affaires étrangères de la République populaire mongole a récemment fait une déclaration par laquelle il a confirmé à nouveau de façon claire et précise la position de principe du Gouvernement de la République populaire mongole à l'égard de ce type monstrueux d'armes de destruction massive, et condamné résolument l'initiative insensée du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique visant à accélérer cette nouvelle étape neutronique de la course aux armements nucléaires, qui présente de graves risques pour la paix, le désarmement et la détente.

Ma délégation a l'intention de diffuser sans tarder cette déclaration comme document officiel du Comité du désarmement.

M. YU PEI-WEN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, la décision de l'Administration des Etats-Unis de fabriquer la bombe à neutrons a donné lieu à des discussions aux récentes réunions du Comité du désarmement. La délégation soviétique a fait distribuer au Comité le document de travail CD/216 qui contient une déclaration de l'Agence TASS en date du 13 août. Dans cette déclaration, l'Agence TASS a lancé des attaques infondées contre la Chine. Je ne vois contraint au nom de la délégation chinoise, de rejeter catégoriquement ces attaques gratuites de l'Union soviétique.

Les faits sont que les organes de presse chinois et, entre autres, notre journal officiel People's Daily ont rapporté avec objectivité et sérieux les vues d'autres pays sur la décision des Etats-Unis de fabriquer la bombe à neutrons, y compris le communiqué de presse publié par l'Agence TASS.

Alors, quelle est la raison des attaques soviétiques contre la Chine ? Pourquoi Moscou est-il devenu furieux lorsque des journaux chinois ont rapporté les opinions et les réactions de certains pays à propos de la fabrication de la bombe à neutrons par les Etats-Unis d'Amérique ? Qu'y a-t-il derrière tout cela ? Ce sont là des questions qui méritent qu'on y réfléchisse.

Evidemment, la fabrication de la bombe à neutrons par les Etats-Unis affectera l'équilibre des forces nucléaires entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Ces dernières années l'Union soviétique a accéléré la mise au point d'armes nucléaires pour obtenir la supériorité nucléaire. En déployant un grand nombre de missiles SS-20 et de bombardiers Backfire en Europe, l'Union soviétique a pris la supériorité nucléaire sur le théâtre européen. Or, la fabrication de la bombe à neutrons par les Etats-Unis ne peut qu'affecter l'équilibre nucléaire entre les deux parties.

La fabrication de la bombe à neutrons par les Etats-Unis compensera l'"avantage en chars" dont jouit l'Union soviétique sur le théâtre européen. On rapporte que l'Union soviétique et d'autres Etats du Pacte de Varsovie ont déployé jusqu'à 47 000 chars en Europe alors que les Occidentaux n'en auraient que 12 000. Comme nous le savons tous, la bombe à neutrons est une arme antichar efficace.

La décision des Etats-Unis de fabriquer la bombe à neutrons a été prise au moment où les Etats-Unis se préparaient à mener en 1981 des négociations avec l'Union soviétique sur les armes nucléaires de théâtre. Cela montre que les Etats-Unis essaient de renforcer leur capacité militaire de façon à se trouver dans une position relativement favorable dans les futures négociations sur le désarmement, c'est-à-dire en position de force.

Il me semble que les points ci-dessus sont précisément ceux qui font que Moscou est tellement inquiète et paniquée par la fabrication de la bombe à neutrons par les Etats-Unis et si furieuse des informations objectives données par la presse chinoise. En dernière analyse, la fabrication de la bombe à neutrons est le fruit de la course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique. La Chine, qui a toujours été opposée à la course aux armements nucléaires, soutient que les deux superpuissances devraient donner l'exemple en procédant au désarmement nucléaire. Les vitupérations soviétiques contre la position nette de la Chine sur le désarmement sont totalement futiles.

M. FLOWERREE (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je voudrais simplement élucider un point. Il y a un moment, le représentant de l'Union soviétique a insinué que je n'avais pas agi comme le représentant d'une délégation sérieuse en disant que seuls les membres du Pacte de Varsovie insistaient sur cette proposition

(M. Flowerree, Etats-Unis d'Amérique)

ou avaient certaines opinions quant à l'intérêt ou non de l'arme à neutrons. Je donnerai au représentant soviétique le bénéfice du doute. J'aimerais lire ce que j'ai effectivement dit, j'ai parlé de "réponse à la question de savoir pourquoi les auteurs du document CD/219, qui sont presque tous membres du Pacte de Varsovie, insistent sur cette proposition...". Je n'ai pas dit que d'autres délégations ne s'étaient pas élevées contre l'arme à neutrons comme on l'appelle, j'ai simplement indiqué que les auteurs du document CD/219 étaient presque tous membres du Pacte de Varsovie. Je n'ai pas apprécié que mes paroles soient mal rapportées sur ce point. S'il n'est pas vrai que presque tous les auteurs du document CD/219 sont membres du Pacte de Varsovie, j'aimerais le savoir.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe): Pardonnez-moi de reprendre la parole, mais je voudrais aussi répondre à ce qui a été dit ici, notamment à l'adresse de mon pays. Il faut dire que les spéculations concernant les blindés sont l'un des arguments préférés de la propagande occidentale. Leurs auteurs présentent des données différentes, s'efforcent de donner l'impression que les chars soviétiques présenteraient des avantages extraordinaires, cauchemardesques, et fournissent à ce sujet les chiffres les plus variés. Il est remarquable qu'aujourd'hui, même dans la perspective d'une coopération militaire croissante entre les Etats-Unis et la Chine, les Etats-Unis aient fourni certains chiffres, déclarant que nous disposerions de 40 000 chars, alors que l'OTAN n'en aurait que 11 000. Le représentant chinois a décidé quant à lui d'inquiéter un peu, et a dit que nous aurions 47 000 chars alors que l'OTAN n'en aurait que 13 000. C'est tout compte fait regrettable car, je le répète, vu cette coopération militaire croissante, les intéressés auraient probablement pu se communiquer des renseignements d'une façon plus systématique et plus exacte. En ce qui concerne la supériorité en blindés, il est de fait que cette supériorité est effective, et nous l'avons dit à plusieurs reprises. Il est exact que, même devant le Comité du désarmement, dans ma déclaration du 26 mars, j'ai dit que, pour contrebalancer cette supériorité en blindés, l'OTAN n'a pas seulement à sa disposition d'autres types d'armes, aussi redoutables, par exemple, que les porte-avions, mais qu'elle dispose aussi d'une grande supériorité en armes antichars, par lesquelles les pays de l'OTAN s'efforcent d'équilibrer et de contrebalancer la différence qui existe entre les pays signataires du Pacte de Varsovie et les pays de l'OTAN en ce qui concerne ces types d'armes. L'argument selon lequel l'arme à neutrons serait construite pour combattre les chars soviétiques est donc absolument dépourvue de fondement. Il me faut rappeler ici la déclaration faite ce matin par M. Sujka, qui a demandé à juste titre comment les Etats-Unis pourraient utiliser la bombe à neutrons contre les chars soviétiques s'ils n'avaient pas l'intention de transporter cette arme en Europe ? Mais c'est là une autre question. En ce qui concerne la déclaration du représentant chinois, j'ai commencé par la trouver intéressante. Il m'a semblé d'abord qu'il voulait vraiment se fonder sur une évaluation objective de la situation, mais ensuite, qu'est devenue cette objectivité, puisque tout ce que nous a dit le représentant de la Chine au sujet de l'équilibre militaire, c'est mot pour mot ce que nous disent nos confrères de l'OTAN. Nous n'avons donc rien appris de nouveau ni d'objectif. Nous avons entendu l'interprétation de l'OTAN dans la déclaration du représentant chinois. Je vous remercie, et j'espère en avoir ainsi terminé avec l'examen de cette question.

M. AKRAM (Pakistan) : Ma délégation, comme j'en suis certain la majorité des membres de ce Comité, ont écouté avec un vif intérêt et certainement avec une assez grande préoccupation l'échange de vues qui a eu lieu cet après-midi et précédemment au Comité. En réponse à la question qui vient d'être posée ici au sujet de l'arme

à rayonnement intensifié, je pense qu'il serait approprié qu'à cette occasion ma délégation fasse connaître ses vues et suggestions sur la situation qui se présente au Comité. J'aimerais rappeler, et je crois que le distingué Ambassadeur de l'Union soviétique a mentionné ce point précédemment, les remarques que le chef de la délégation pakistanaise a faites hier dans son intervention lorsqu'il a déclaré, je cite : "que l'on ne devrait pas permettre au climat actuel d'affrontement", et nous en avons eu la preuve cet après-midi, "de conduire à une escalade sans frein de la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires. Nous sommes préoccupés par cette escalade de la course aux armements, qu'elle soit de nature quantitative ou qualitative, qu'elle implique le déploiement de missiles mobiles SS/20 ou la fabrication de l'arme à rayonnement intensifié". Le chef de ma délégation a ajouté que "L'heure n'est pas aux attitudes ou aux propositions égoïstes, mais à la détermination et à la sagesse politique". Je crois que l'échange de vues que nous venons d'avoir sur la proposition contenue dans le document CD/219 a, au moins pour ma délégation - et je crois que cela est vrai aussi pour d'autres membres du Groupe des 21 - confirmé notre opinion que le Comité du désarmement devrait être capable, à une date très rapprochée, de créer un groupe de travail spécial pour traiter de l'ensemble de la question du désarmement nucléaire et, en premier lieu, des mesures propres à arrêter l'escalade qualitative et quantitative dans la course aux armements nucléaires. Nous espérons qu'une décision positive pourra être prise dans le proche avenir sur cette proposition du Groupe des 21 qui est encore à l'étude, peut-être à la reprise de nos travaux l'an prochain. En même temps, ma délégation croit que le Comité ne doit pas rester complètement silencieux au sujet de la situation actuelle. Je pense que nous devons prendre acte de l'escalade présente et prévisible de la course aux armements nucléaires, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, et du fait que cette escalade a essentiellement lieu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. A mon avis, il serait conforme aux hautes responsabilités de ce Comité et à son important mandat que nous lancions au moins un appel, en termes très objectifs, aux Etats-Unis et à l'Union soviétique pour que ces deux puissances entament rapidement des négociations en vue d'arrêter et d'inverser l'escalade présente et potentielle de la course aux armements nucléaires tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Je crois que c'est là quelque chose que nous pourrions faire et sur quoi, je pense, nous pourrions nous mettre d'accord. Je pense aussi que cela donnerait du crédit à ce Comité et aux quarante membres qui se sont assis autour de cette table cette année et ont assisté avec une certaine consternation à l'évolution de la situation dans le monde.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Puis-je maintenant passer à la question suivante inscrite à l'ordre du jour de cet après-midi. Conformément à la pratique suivie par le Comité les années précédentes, j'aimerais présenter au Comité, pour adoption, le rapport des quatre groupes de travail qui ont été rétablis à la présente session. Ces rapports sont publiés sous les cotes CD/215, CD/217 et Corr.1, CD/218 et CD/220. En l'absence d'objections je considérerai que le Comité adopte le rapport du Groupe de travail spécial chargé de poursuivre des négociations en vue de parvenir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires (CD/215).

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

Puis-je maintenant vous soumettre le document CD/217 et Corr.1 qui contient le rapport du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement. Je voudrais en particulier appeler votre attention sur la recommandation contenue dans le paragraphe 17 du rapport qui suggère au Comité que le Groupe reprenne ses travaux le 11 janvier 1982. En l'absence d'objections je considérerai que le Comité adopte le rapport du Groupe de travail.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets maintenant au Comité, pour adoption, le document CD/218, qui contient le rapport du Groupe de travail spécial des armes radiologiques. On lit au paragraphe 23 de ce rapport que le Groupe de travail a décidé de recommander au Comité d'examiner le point de savoir si le Groupe devait reprendre ses travaux le 18 janvier 1982. A ce propos puis-je également appeler l'attention sur le paragraphe 11 et sur la communication que m'a adressée le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques le 10 août 1981, m'informant que, sous réserve de l'assentiment du Comité, les membres seraient heureux que je puisse inviter le Directeur général à fournir les informations décrites dans sa lettre. Avant de passer à l'adoption du rapport, je tiens à consulter le Comité pour savoir s'il y a quelque objection à la proposition tendant à ce que le Président invite le Directeur général de l'AIEA à fournir des informations concernant le projet de convention conformément à la demande du Président du Groupe de travail. Y a-t-il des objections ?

M. VENKATESWARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, à la réunion du Groupe de travail spécial des armes radiologiques, ma délégation avait déjà fait quelques sérieuses réserves lorsqu'il avait été fait mention du Directeur général de l'AIEA. Mais elle ne s'était pas opposée à ce que l'Ambassadeur Kōmives, Président du Groupe de travail, tienne des consultations ultérieures à ce sujet avec les membres du Comité. Dans l'intervalle nous avons réfléchi et avons eu l'occasion de consulter nos autorités. Nous sommes parvenus à la conclusion qu'il serait prématuré de mentionner le Directeur général de l'AIEA alors qu'aucune décision n'a été prise concernant la définition des armes radiologiques et le champ d'application du futur traité. Nous demandons donc que l'on abandonne cette proposition pour le moment.

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : On notera qu'il est indiqué dans le paragraphe 11 du document CD/218 que certaines délégations ont fait des réserves au sujet de la proposition tendant à inviter le Directeur général de l'AIEA à faire connaître ses vues sur la question visée dans ledit paragraphe. Ma délégation a été l'une d'entre elles. Comme la délégation indienne, nous avons eu l'occasion de réfléchir longuement à cette question et nous estimons quelque peu prématuré d'adresser une invitation au Directeur général de l'AIEA. Nous avons étudié la portée de la Convention de Vienne sur la protection physique des matières nucléaires et il semblerait, d'après cette convention, que les activités qui intéressent l'AIEA en vertu de la Convention concernant la protection des matières fissiles, dans certaines situations particulières, sont considérablement plus restreintes que les responsabilités qu'entraînerait l'action proposée pour empêcher le détournement de substances radioactives dans le cadre de la Convention envisagée sur les armes radiologiques. Selon nous, le Groupe de travail spécial des armes radiologiques devrait d'abord voir ce qu'il veut faire exactement sur le plan des activités de garantie en rapport avec cette action avant d'inviter le Directeur général de l'AIEA, ou tout autre organisme technique, à faire connaître son opinion sur les méthodes propres à empêcher le détournement visé dans la Convention envisagée sur les armes radiologiques. C'est pourquoi nous

(M. Akram, Pakistan)

pensons qu'il convient de renvoyer cette décision à notre session de 1982 où nous aimerions étudier cette question plus à fond puis demander des avis très clairs et très précis au Directeur général de l'AIEA ou à tout autre organisme sur cette question et toute autre question pertinente.

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : A l'époque, la délégation des Pays-Bas s'était félicitée de l'esprit de compromis qui avait conduit le Groupe de travail spécial des armes radiologiques à décider qu'il serait profitable pour les travaux du Groupe si, conformément à l'article 41 du Règlement intérieur du Comité du désarmement, le Directeur général de l'AIEA pouvait être invité à fournir des renseignements sur les liens éventuels entre, d'une part, un projet de convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques et, d'autre part, la Convention de Vienne sur la protection physique des matières nucléaires ainsi que les principes directeurs pour la protection physique des matières nucléaires. Nous vous sommes reconnaissants, Monsieur le Président, des consultations que vous avez entamées à la suite de cette demande.

La délégation néerlandaise regrette que l'on ait proposé d'abandonner cette proposition.

Le fait qu'il n'y ait pu avoir consensus sur l'envoi d'une lettre au Directeur général de l'AIEA pour l'inviter à fournir les renseignements indiqués ci-dessus, ne présage rien de bon. Nous sommes préoccupés par cette absence de consensus étant donné qu'il avait été clairement établi que les renseignements demandés seraient d'ordre technique et de nature à fournir des données pertinentes aux délégations. Cela n'aurait aucune influence sur le processus de négociation. A ce propos permettez-moi de citer un extrait de la déclaration de la délégation néerlandaise à la séance plénière du 14 juillet 1981 : "Notre seul objectif est de tenter d'obtenir la compatibilité maximale entre les travaux effectués dans différents forums, situés à Genève et à Vienne en l'occurrence, où les nouveaux instruments de droit international sont élaborés.

Il va sans dire que l'avis que pourrait donner le Directeur général de l'AIEA ne saurait en aucune façon préjuger la décision que le Groupe de travail spécial prendra en définitive au sujet du libellé de l'article IV du texte récapitulatif. Le Groupe de travail spécial travaille conformément au mandat qui lui a été conféré par le Comité du désarmement et notre Comité est naturellement la seule instance juridiquement habilitée à élaborer le projet de convention sur les armes radiologiques. Nous estimons cependant que tous les Etats doivent veiller à ce que les accords relatifs à l'utilisation de matières radioactives - qu'il s'agisse de textes élaborés à Genève ou à Vienne - constituent ensemble un obstacle cohérent et dissuasif de nature à empêcher l'utilisation illégale ou non autorisée de ces matières dangereuses".

Compte tenu de ce qui précède, l'incapacité dans laquelle se trouve le Comité du désarmement de vous habilitier à adresser la lettre en question n'augure rien de bon pour nos négociations futures. Si l'on empêche de présenter les faits qu'en adviendra-t-il des négociations que l'on se plaît à qualifier de "sérieuses" ? Il me semble que l'on perdrait six précieux mois pour réunir des informations objectives.

Nous déplorons cet état de choses.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : En l'absence de consensus la proposition tendant à ce que le Comité invite le Directeur général de l'AIEA est abandonnée. Deuxièmement, j'aimerais savoir s'il y a une objection à ce que le Groupe de travail reprenne ses travaux le 18 janvier 1982.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : J'ai quant à moi une observation plutôt qu'une objection à formuler. Ma délégation est de celles qui estiment que nous devrions attendre pour prendre une décision sur la date, d'avoir examiné la question plus à fond à cette séance. Le point essentiel, à notre avis, est de déterminer si nous pourrions commencer la prochaine série de discussions en janvier avec un véritable espoir de faire rapidement des progrès. Selon nous, il n'y aurait aucun sens à convoquer une réunion spéciale à une date rapprochée si la perspective de progrès sensibles n'était pas bien établie, et peut-être avons-nous tous besoin de rentrer et de réfléchir à nos positions en matière de négociation. Si au début de l'an prochain, il apparaît nettement qu'une réunion le 18 janvier serait fructueuse et justifiée nous serions alors tout à fait en sa faveur. Mais nous estimons qu'il serait peut-être bon que le Président prenne l'avis de quelques délégations qui s'intéressent particulièrement aux points qui sont au centre du débat afin de s'assurer que la situation se trouve débloquée avant de reprendre réellement cette nouvelle série de réunions au début du mois de janvier.

M. AKRAM (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Ma délégation a malheureusement eu quelques difficultés à souscrire à l'opinion que le Groupe de travail spécial des armes radiologiques devrait reprendre ses travaux le 18 janvier prochain. Nos difficultés sont à la fois d'ordre statutaire, et d'ordre pratique. Pour ce qui est de la question de procédure vous savez, Monsieur le Président, qu'il existe une distinction entre le Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement et les trois autres groupes de travail que nous avons créés. Le Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement a été créé pour durer jusqu'à ce qu'il soumette le programme à l'adoption de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tandis que les trois autres groupes de travail ont été créés sur une base annuelle avec un mandat d'une année. La convocation du Groupe de travail spécial des armes radiologiques avant la quatrième session ordinaire du Comité du désarmement pose donc un problème d'ordre statutaire puisque ce groupe, sur le plan de la procédure, cesse d'exister à la fin de la présente session du Comité et qu'il nous faudra le rétablir et décider à nouveau de son mandat, du Président etc., lorsque nous reprendrons nos travaux en 1982. Voilà pour ce qui est de la question d'ordre statutaire.

Pour ce qui est de la question d'ordre pratique, nous constatons qu'il existe des difficultés considérables au Groupe de travail sur les armes radiologiques en ce qui concerne les questions de définition, de portée, d'utilisations pacifiques, l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, etc. Ce qu'il faut avant tout, ce n'est pas davantage de temps pour les négociations, mais des décisions de principe fondamentales de la part des parties aux négociations en vue de parvenir à un accord. Nous espérons que ces décisions seront prises et nous pensons que, lorsqu'elles le seront, le Groupe de travail spécial pourra, dans le temps dont il disposera à la session de 1982, parvenir à un accord sur une Convention sur les armes radiologiques. Nous pensons donc que le Groupe de travail devrait reprendre ses travaux en même temps que le Comité en 1982.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, ma délégation désire indiquer à ce sujet qu'il n'appartient pas exclusivement au Comité de décider si le Groupe de travail spécial des armes radiologiques se réunira le 18 janvier ou non. J'apporte cette précision car je ne sais si j'ai bien compris l'intervention du représentant du Royaume-Uni qui a mentionné la possibilité de consultations entre le Président et un groupe de délégations particulièrement intéressées pour savoir s'il y a lieu que ce Groupe se réunisse plus tôt ou non. Si tel est le sens de son intervention, ma délégation tient à indiquer qu'elle ne saurait accepter que des décisions de ce type puissent se prendre entre le Président et un certain groupe de délégations particulièrement intéressées étant donné que l'intérêt de tous les membres du Comité en la matière est identique et a la même valeur. Je réaffirme donc que toute décision, dans un sens ou dans l'autre, dans ce domaine doit être exclusivement prise au sein du Comité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je conclus des déclarations que l'on vient de faire, qu'il n'y a actuellement aucun consensus sur la convocation du Groupe de travail des armes radiologiques le 18 janvier 1982. En l'absence d'objections je considérerai que le Comité adopte le rapport du Groupe de travail spécial des armes radiologiques.

Il en est ainsi décidé.

Nous procéderons maintenant à l'examen du document CD/220, qui contient le rapport du Groupe de travail spécial des armes chimiques. En l'absence d'objections je considérerai que le Comité adopte le rapport du Groupe de travail.

Il en est ainsi décidé.

Ceci termine nos travaux en plénière aujourd'hui. Les derniers paragraphes de certaines sections du rapport annuel ont été distribués dans toutes les langues sous la cote Document de travail No 44, Add.1/Rev.2. Afin de laisser aux membres le temps de les lire, la réunion officieuse aura lieu à 20 heures.

M. HASSAN (Egypte) (traduit de l'arabe) : La délégation de mon pays n'a aucune objection à formuler au sujet des rapports qui viennent d'être adoptés. Mais nous aimerions indiquer que nous avons quelques réserves à faire à propos de la traduction arabe de ces rapports. Peut-être le moment n'est-il pas opportun pour soulever ces questions aussi nous réservons-nous le droit de communiquer ultérieurement ces observations au Secrétariat afin que la version arabe soit conforme au texte anglais des rapports.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Si j'ai bien compris, vous proposez de lever la séance et de convoquer une séance officieuse à 20 heures. Est-ce exact ? Comme il nous reste très peu de temps pour nos délibérations futures je me demande s'il n'y a rien que nous puissions faire maintenant puisque nous avons encore une heure devant nous jusqu'à six heures : je pense qu'il serait dommage de la perdre. Je n'ai aucune proposition précise à faire, d'autres membres ont participé plus assidûment que moi aux négociations officieuses.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Le Groupe de rédaction pourrait en fait se réunir maintenant pour rédiger un paragraphe sur la question de la bombe à neutrons. J'espère que les membres de ce Groupe de rédaction à composition non limitée pourront se réunir immédiatement après la fin de cette séance.

M. de la GORCE (France) : Je voudrais à mon tour exprimer les remerciements de ma délégation à notre collègue l'ambassadeur Israelyan qui a posé en termes très clairs ces problèmes d'organisation auxquels nous devons prêter sans aucun doute une attention particulière cette année, car nous approchons de la fin de cette troisième session et l'expérience accumulée permet en effet de réfléchir aux conclusions que nous pouvons tirer.

Nous sommes aussi d'accord avec beaucoup de ce qui a été dit par notre distingué collègue de l'Ambassade de l'Union soviétique. Nous estimons en effet qu'il serait bien souhaitable de pouvoir travailler longtemps, qu'il serait bien souhaitable également que les délégations puissent disposer des moyens nécessaires et aussi d'une autonomie qui leur permettrait de se consacrer entièrement aux travaux de notre Comité. Nous sommes également d'accord, bien entendu, sur le caractère fondamental du travail qui se poursuit dans les organes subsidiaires, essentiellement les groupes de travail. Quant aux solutions pratiques qui pourraient intervenir, nous sommes évidemment appelés à constater quelques limites.

D'abord en ce qui concerne le statut et l'effectif des délégations, dont presque tout dépend. Pour notre part, nous estimons en effet que les moyens, et j'inclus dans cette estimation, le cas de ma propre délégation, sont insuffisants compte tenu de la masse de travail auquel nous avons à faire face. Et nous serions heureux si un plus grand nombre de pays participants étaient en mesure d'établir des missions autonomes sous la direction d'ambassadeurs chargés exclusivement des affaires de désarmement. Ceci dit, en exprimant ce vœu, nous avons bien entendu conscience des difficultés que cette transformation peut présenter pour un certain nombre des participants au Comité. C'est donc avec une certaine discrétion que nous nous exprimons à cet égard tout en souhaitant encore une fois très vivement qu'une grande attention soit accordée par tous à ces nécessités en ce qui concerne les moyens des délégations.

Il s'agit bien entendu du personnel permanent comme des experts qui sont nécessaires pour certains des travaux qui se poursuivent ici. En ce qui concerne la durée des sessions, notre collègue soviétique a très justement distingué - nos collègues du Mexique et de la République fédérale ont fait de même - entre les sessions du Comité lui-même et les travaux des groupes de travail qui pourraient éventuellement se prolonger alors que le Comité ne tient pas de session formelle. Nous croyons cette distinction utile. En effet, ma délégation partage entièrement l'opinion exprimée par l'ambassadeur Garcia Robles et par l'ambassadeur Pfeiffer en ce qui concerne la très grande utilité, pour ne pas dire la nécessité, pour les chefs de délégation dont les gouvernements le souhaitent ainsi, de participer aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale et aussi aux travaux de la Commission du désarmement. Il y a une unité dans l'ensemble des efforts qui se poursuivent au niveau du désarmement multilatéral dans le cadre de la communauté internationale tout entière, même si ce comité ne fait pas très formellement partie pour beaucoup de ceux qui sont ici, du système des Nations Unies. Nous estimons que le bénéfice que nous tirons de notre participation personnelle aux travaux de la Première Commission sont inestimables et le lien ainsi établi entre l'organe de négociation et les organes de délibération est un lien extrêmement précieux sur le plan politique et pour le Comité du désarmement et pour l'Assemblée générale et la Commission du désarmement.

Il devrait être possible de tenir compte des contraintes ainsi imposées en ce qui concerne le calendrier et de prévoir une session qui pour le Comité pourrait tout de même être un peu plus longue. Pour notre part, nous ne verrions pas d'inconvénients à ce que la disposition de notre règlement qui stipule le début de la session pour le premier mardi de février de chaque année soit peut-être réexaminée et nous pensons qu'il serait peut-être possible de gagner deux ou trois semaines en réunissant le Comité par exemple le 10 ou le 15 janvier. C'est une idée que

(M. de la Gorce, France)

j'émetts; je ne sais pas quel accueil elle peut rencontrer, mais je note que notre collègue soviétique a déjà proposé une formule de ce genre pour l'année prochaine au cas probable où les contraintes liées à la préparation de la deuxième session extraordinaire amèneraient à conclure plus tôt notre session de printemps l'année prochaine.

L'ambassadeur Garcia Robles a fait un calcul fort utile qui nous permet de conclure que du début de février au début de septembre, il y a effectivement 30 semaines de travail, ce qui, je crois, serait suffisant pour les groupes de travail et on pourrait peut-être laisser les groupes poursuivre leurs réunions pendant les quatre semaines de la Commission du désarmement si les chefs de délégation souhaitent se rendre à New York à cette occasion. Il y aurait sans doute intérêt à ce que les travaux se terminent effectivement au plus tard au début de septembre à moins que les groupes ne poursuivent jusqu'au début d'octobre par exemple après l'approbation du rapport de la session. On peut très bien imaginer d'ailleurs que le rapport de la session tienne compte de l'état des travaux des groupes, par exemple vers le 15 août, ils pourraient continuer ensuite après avoir consacré comme nous le prévoyons maintenant, environ une semaine à l'établissement de leurs rapports pour le rapport d'ensemble adressé par le Comité du désarmement à l'Assemblée générale et qui doit effectivement être prêt pour la fin d'août.

Voilà quelles sont les observations que je souhaitais présenter à ce stade. Il est bien évident que les besoins dont nous parlons et qui exigeraient certainement un grand effort sont largement fonction des possibilités de négociation qui s'offrent à nous. Nous souhaitons qu'elles soient aussi larges que possible; il y a là un facteur politique des perspectives concrètes des négociations et puis, bien entendu, la situation internationale et nous sommes de ceux qui pensons que cette situation a des incidences inévitables mais nous pensons aussi que ce n'est pas une raison pour relâcher l'effort en ce qui concerne la poursuite des négociations sur le désarmement.

Monsieur le Président, voilà les quelques réflexions que je voulais présenter à ce stade sur le sujet qui nous occupe.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je pense que le Groupe de travail a besoin d'un peu de temps pour mettre au point un projet de paragraphe sur nos délibérations sur la bombe à neutrons.

La séance est levée à 17 heures.